



Qui vote pour qui et pourquoi ? Comment la structure sociale des électeurs des différents courants politiques en France a-t-elle évolué de 1789 à 2022 ? En s'appuyant sur un travail inédit de numérisation des données électorales et socio-économiques des 36 000 communes de France couvrant plus de deux siècles, cet ouvrage propose une histoire du vote et des inégalités à partir du laboratoire français.

Au-delà de son intérêt historique, ce livre apporte un regard neuf sur les crises du présent et leur possible dénouement. La tripartition de la vie politique issue des élections de 2022, avec d'une part un bloc central regroupant un électorat socialement beaucoup plus favorisé que la moyenne – et réunissant d'après les sources ici rassemblées le vote le plus bourgeois de toute l'histoire de France –, et de l'autre des classes populaires urbaines et rurales divisées entre les deux autres blocs, ne peut être correctement analysée qu'en prenant le recul historique nécessaire. En particulier, ce n'est qu'en remontant à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et au début du 20<sup>e</sup> siècle, à une époque où l'on observait des formes similaires de tripartition avant que la bipolarisation ne l'emporte pendant la majeure partie du siècle dernier, que l'on peut comprendre les tensions à l'œuvre aujourd'hui. La tripartition a toujours été instable alors que c'est la bipartition qui a permis le progrès économique et social. Comparer de façon minutieuse les différentes configurations permet de mieux envisager plusieurs trajectoires d'évolutions possibles pour les décennies à venir.

Une entreprise d'une ambition unique qui ouvre des perspectives nouvelles pour sortir de la crise actuelle. Toutes les données collectées au niveau des 36 000 communes de France sont disponibles en ligne en accès libre sur le site [unehistoireduconflitpolitique.fr](http://unehistoireduconflitpolitique.fr), qui comprend des centaines de cartes, graphiques et tableaux interactifs auxquels le lecteur pourra se reporter afin d'approfondir ses propres analyses et hypothèses.

**JULIA CAGÉ** est professeure à Sciences Po Paris et lauréate du Prix du meilleur jeune économiste (2023).

**THOMAS PIKETTY** est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et professeur à l'École d'économie de Paris. Ils signent ici leur premier livre en commun.

Couverture : Fête des socialistes à la Bastille après la victoire de François Mitterrand, le 10 mai 1981 @ Marc Bulka / Gamma-Rapho/ Getty Images

UNE HISTOIRE  
DU CONFLIT POLITIQUE

JULIA CAGÉ  
THOMAS PIKETTY

SEUIL

JULIA CAGÉ  
THOMAS PIKETTY

# UNE HISTOIRE DU CONFLIT POLITIQUE

Élections et inégalités sociales en France  
1789-2022



**Julia Cagé**  
**Thomas Piketty**

# Une histoire du conflit politique

Élections  
et inégalités sociales  
en France, 1789-2022

**Éditions du Seuil**  
57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX<sup>e</sup>

Ce livre est publié dans la collection  
« Éco-Histoires »  
dirigée par Julia Cagé et Thomas Piketty.

ISBN 978-2-02-145454-3

© Éditions du Seuil, septembre 2023

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon, aux termes des articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)

## *Sommaire*

Remerciements .....	9
Introduction.....	11

### **PREMIÈRE PARTIE**

#### **CLASSES ET TERRITOIRES : LES INÉGALITÉS**

<b>SOCIO-SPATIALES EN FRANCE DEPUIS LA RÉVOLUTION.....</b>	<b>43</b>
1. Une marche limitée et tumultueuse vers l'égalité .....	45
2. Le retour des inégalités territoriales.....	85
3. Les métamorphoses des inégalités éducatives.....	139
4. La nouvelle diversité des origines .....	179

### **DEUXIÈME PARTIE**

#### **ESSOR ET DÉCLIN DE LA MOBILISATION DÉMOCRATIQUE :**

<b>LA PARTICIPATION ÉLECTORALE EN FRANCE, 1789-2022.....</b>	<b>227</b>
5. L'évolution générale de la participation depuis 1789 .....	229
6. Les déterminants sociaux de la participation législative, 1848-2022 .....	269
7. La participation présidentielle et référendaire, 1793-2022.....	309

### **TROISIÈME PARTIE**

#### **ENTRE BIPOLARISATION ET TRIPARTITION :**

<b>DEUX SIÈCLES D'ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN FRANCE .....</b>	<b>343</b>
8. Coalitions et familles politiques (1848-2022) .....	345
9. La première tripartition (1848-1910) .....	415
10. La difficile construction de la bipartition (1910-1992).....	473
11. Vers une nouvelle tripartition (1992-2022) ?.....	537



<b>QUATRIÈME PARTIE</b>	
<b>ENTRE DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE</b>	
<b>ET DÉMOCRATIE DIRECTE : LES CLIVAGES POLITIQUES</b>	
<b>DANS LES SCRUTINS PRÉSIDENTIELS ET RÉFÉRENDAIRES .....</b>	<b>615</b>
12. La double invention de l'élection présidentielle (1848 et 1965-1995).....	617
13. Les métamorphoses de l'élection présidentielle (2002-2022).....	685
14. Le rôle des clivages référendaires et de la question européenne ....	767
Conclusion .....	843
Table des matières .....	853

## REMERCIEMENTS

De très nombreuses personnes nous ont apporté leur soutien dans cette recherche, en particulier dans la constitution de la base de données électorales et socio-économiques sur laquelle s'appuie ce travail (base disponible en ligne et en accès libre sur [unehistoireduconflitpolitique.fr](http://unehistoireduconflitpolitique.fr)). Nous tenons notamment à remercier pour leur travail précieux de collecte des procès-verbaux électoraux aux Archives nationales Alena Lapatniova, Tatyana Shukan et Maria Emanovskaya ; merci également à toutes les formidables équipes des Archives nationales qui nous ont accueillis au cours des dernières années et sans lesquelles ce travail n'aurait pu être réalisé. Pour leur participation indispensable à la saisie des données, un grand merci à Éloïse Alluyn, Thomas Carrié, Lorenzo Catalano, Inès Cliquot de Mentque, Guillaume Guinard, Marwa Kheddouci, Sacha Martinelle, Antoine Richard et Claire de Rosamel ; ainsi, en particulier, qu'à Jean-Laurent Cadorel, Jeanne Dorlencourt, Romain Morgavi, Eva Salavera, Alexandre Verlet, et bien sûr Hardish Bindra.

En nous apportant des sources qu'ils avaient déjà numérisées ou leur expertise sur tel ou tel point particulier, de nombreux collègues ont été d'un secours essentiel. Nous sommes particulièrement redevables à Serge Aberdam, qui nous a permis l'accès aux précieuses données sur les référendums de 1793 et 1795 numérisées par ses soins sur la base des procès-verbaux des assemblées électorales de la période révolutionnaire, et qui a eu la gentillesse de nous faire partager son enthousiasme et son savoir sur ce moment fondateur. Nous tenons également à remercier pour leur disponibilité Guillaume Blanc, Carles Boix, Florian Bonnet, Pierre-Henri Bono, Paul Brandily-Snyers, Charlotte Cavaille, Hyppolite d'Albis, Thomas Corpet, Abel François, Pauline Grosjean, Saumitra Jha, Jean Lacroix, Miren Lafourcade, Éric Monnet, Étienne Pasteau, Gilles Postel-Vinay, Aurélie Sotura, Frédéric Salmon, Nicolas Sauger, Mara Squicciarini et Timothy Tackett. Merci également à Caroline Piketty pour nous avoir éclairés sur les méandres des différents versements des procès-verbaux électoraux aux archives nationales et départementales.

Il n'est pas toujours facile de mettre les données en carte ; merci à Agathe Denis pour son aide indispensable avec Python (et sa patience à toute épreuve), et plus généralement à tous les doctorants et jeunes chercheurs (parmi lesquels Edgard Dewitte, Moritz Hengel, Felipe Lauritzen, Éliisa Mougine, Olivia Tsoutsoplidi) dont l'énergie quotidienne a accompagné l'écriture de nos travaux. Merci à Lucas Chancel, Amory Gethin, Rowaida Moshrif, Clara Martinez-Toledano et tous les membres du World Inequality Lab pour l'irremplaçable environnement intellectuel. Sans les équipes formidables de WeDoData, le site [unehistoireduconflitpolitique.fr](http://unehistoireduconflitpolitique.fr) n'existerait pas ; merci à Karen Bastien d'avoir de nouveau accepté de nous accompagner, et à Brice Terdjman et Mattia Longhin pour leur fantastique travail.

Un tel projet de numérisation de grande ampleur d'archives historiques n'aurait pu se faire sans des financements publics conséquents. Nous remercions tout particulièrement le Conseil européen de la recherche (dans le cadre des ERC Grant 856455 et 948516) ainsi que le Centre d'histoire économique et sociale François-Simiand et le World Inequality Lab. Nous sommes bien sûr extrêmement redevables aux institutions universitaires auxquelles nous avons la chance d'appartenir, l'École des hautes études en sciences sociales, l'École d'économie de Paris et Sciences Po Paris, et en particulier à toutes celles et tous ceux qui nous ont permis de mener à bien nos travaux et en ont rendu possible l'organisation matérielle (notamment Cathy Bernard, Pilar Calvo, Loïc Da Costa et Diane Gabeloteau).

Et merci bien évidemment à toutes les équipes du Seuil pour leur confiance renouvelée et leur soutien sans faille dans ce projet de grande ampleur, et en particulier à Séverine Nickel et Vassili Sztil pour leur accompagnement précieux.

Ce livre est aussi une aventure personnelle et familiale. Sans ses grandes sœurs et ses grands-parents, notre petite Piana aurait peut-être parfois trouvé ses parents un peu trop absorbés par leurs recherches. Merci à elle pour un gros splash ! Elle découvrira bien assez tôt ce que ses parents faisaient à ce moment-là, et continuera en attendant de faire de nous les plus heureux des amoureux.

# INTRODUCTION

Qui vote pour qui et pourquoi ? Comment la structure sociale des électorats des différents courants politiques a-t-elle évolué en France de 1789 à 2022 ? Dans quelle mesure les diverses coalitions au pouvoir et dans l'opposition ont-elles su rassembler les classes populaires, moyennes et aisées et fédérer des intérêts divergents, et comment cela a-t-il participé au processus de développement social, économique et politique du pays ? Comment les multiples dimensions caractérisant la classe sociale et les inégalités socio-spatiales (taille d'agglomération et de commune, secteur d'activité et profession, niveau de propriété et de revenu, âge et genre, éducation et diplôme, religion et origine, etc.) déterminent-elles le choix du vote des uns et des autres – ainsi que le fait de participer ou non aux élections ?

Telles sont les questions de fond auxquelles ce livre tente de répondre. Ce travail a un intérêt à la fois historique et prospectif. Avec ses cinq républiques et ses multiples changements de régime, la France constitue depuis 1789 un incomparable laboratoire des aléas de la vie politique moderne en général, et de la démocratie électorale en particulier. Scrutin majoritaire ou proportionnel, direct ou indirect, régime parlementaire ou présidentiel, démocratie représentative ou référendaire, multiples coalitions de gauche, de droite et du centre, la France a essayé tout et son contraire au cours des deux derniers siècles. Le pays est le premier au monde à avoir expérimenté à grande échelle le suffrage masculin quasi universel une première fois au début des années 1790, puis de façon quasi permanente à partir de 1848 ; il est aussi l'un des derniers à avoir étendu le droit de vote aux femmes en 1944. La France a connu des assemblées législatives constituées d'une large majorité de députés monarchistes (en 1871), et d'autres où les députés communistes et socialistes étaient de loin les plus nombreux (en 1945). Si la démocratie est une promesse jamais entièrement réalisée, un projet toujours en cours, une tentative imparfaite de réguler les conflits sociaux par la délibération et le vote et

d'aller toujours plus loin dans la voie de l'égalité sociale et politique, alors le laboratoire français offre un cadre idéal permettant de mieux comprendre les chemins complexes et les bifurcations inabouties que cet espoir peut emprunter.

Grâce à une unification étatique, territoriale et administrative précoce, processus largement entamé sous l'Ancien Régime avant d'être accéléré et consolidé par la Révolution française, le pays dispose en outre d'archives électorales bien conservées depuis 1789, permettant d'étudier au niveau communal les résultats de la quasi-totalité des scrutins ayant eu lieu au cours des deux derniers siècles. Les très riches données issues des recensements et des diverses sources administratives, éducatives, religieuses, sociales, financières ou fiscales permettent également d'analyser de façon détaillée la structure des inégalités socio-spatiales et leur relation avec les comportements politiques depuis la période révolutionnaire.

*Une base de données inédite :  
unehistoireduconflitpolitique.fr*

En s'appuyant sur un travail inédit de numérisation des données électorales et socio-économiques couvrant plus de deux siècles, travail qui n'avait jamais été réalisé auparavant de façon aussi systématique et sur une période aussi longue, cet ouvrage propose une histoire des comportements électoraux et des inégalités socio-spatiales en France de 1789 à 2022. Toutes les données collectées au niveau des quelque 36 000 communes de France, depuis les documents bruts (procès-verbaux électoraux conservés aux Archives nationales sous forme manuscrite) jusqu'aux fichiers homogénéisés et finalisés, sont disponibles en ligne en accès libre sur le site [unehistoireduconflitpolitique.fr](http://unehistoireduconflitpolitique.fr), que chacun est également invité à consulter pour obtenir les versions numériques de l'ensemble des graphiques et illustrations présentés et analysés dans cet ouvrage. Le site comprend aussi des centaines d'autres cartes, graphiques et tableaux que nous avons choisi de ne pas intégrer au livre afin d'en limiter le volume, et auxquels le lecteur intéressé pourra se reporter afin d'approfondir et d'affiner ses propres analyses et hypothèses. Il pourra également générer les cartes et graphiques de son choix – par exemple pour déterminer les mouvements politiques qui se sont caractérisés par le vote le plus populaire ou le plus bourgeois, élection par élection et courant politique par courant politique au cours des deux derniers siècles.



Reproduction 1

Les matériaux bruts utilisés : les procès-verbaux électoraux

NOMS DES CANDIDATS	PRENOMS	OBSERVATIONS	NOMBRE DE SUFFRAGES	
			EN CHIFFRE	EN LETTRES
Dejean			228	deux cent vingt huit
Dejean			189	deux cent quatre vingt
Dejean			177	deux cent quatre vingt sept
Dejean			152	deux cent cinquante deux
Dejean			132	deux cent trente deux
Dejean			120	deux cent vingt
Dejean			110	deux cent dix
Dejean			100	deux cent
Dejean			90	deux cent
Dejean			80	deux cent
Dejean			70	deux cent
Dejean			60	deux cent
Dejean			50	deux cent
Dejean			40	deux cent
Dejean			30	deux cent
Dejean			20	deux cent
Dejean			10	deux cent
Dejean			0	deux cent

1.a Élections législatives de 1849 (Canton de Cambrai-Est, Nord)

CANTONS	COMMUNES	NOMBRE DE SUFFRAGES		NOMBRE DE SUFFRAGES		OBSERVATIONS
		1849	1910	1849	1910	
Cambrai-Est	Arminage	155	144	144	1	
	Cayronville	160	174	174	1	
	Cambrai	1638	2264	2264	1	54
	Carmonce	115	119	119	1	
	Beauregard	110	114	114	1	
	Bois	113	108	108	1	
	Bois	110	101	101	1	
	Boisville	100	110	110	1	
	Bois	1215	1637	1637	1	
	Bois	153	164	164	1	
	Bois	165	150	150	1	
	Bois	118	178	178	1	3
	Bois	160	164	164	1	6
	Bois	114	110	110	1	3
		6715	5749	5749	1	14

1.b Élections législatives de 1910 (Canton de Cambrai-Est, Nord)



sommes naturellement contentés de reprendre les données communales officielles numérisées et diffusées par le ministère de l'Intérieur, avec quelques légères corrections concernant les nuances politiques utilisées. Par contre, pour les périodes antérieures à 1993, aucune élection n'avait fait à ce jour l'objet d'une numérisation et d'une mise en ligne complètes au niveau communal, et la base de données proposée ici en accès libre est donc totalement inédite<sup>1</sup>.

## Reproduction 2

Le site [unehistoireduconflitpolitique.fr](http://unehistoireduconflitpolitique.fr) (capture d'écran)

Une histoire du conflit politique

Le livre | Les données: Visualiser | Comprendre | Télécharger | Glossaire | A propos | Partager | FR

Une histoire du conflit politique

Élections et inégalités sociales en France, 1789-2022.

En savoir plus sur le livre →

Visualiser toutes les données du livre

**CARTOGRAPHIE**  
**Comment se répartissent les votes et les richesses**  
 dans l'hexagone depuis 1789 ?

**PORTRAIT**  
**Comment vote votre commune depuis deux siècles,**  
 et où se situe-t-elle dans la répartition des richesses ?

**CONFLIT**  
**Qui a le vote le plus populaire**  
 et le plus bourgeois ?

1. Tous les détails sur les sources utilisées et les procédures de numérisation et d'homogénéisation sont disponibles en ligne. Nous reviendrons dans le corps de l'ouvrage sur les aspects sociopolitiques les plus importants liés à la constitution de cette base de données (en particulier sur l'attribution d'étiquettes politiques aux candidats, sur la base notamment de l'utilisation de la presse de l'époque ; voir chapitre 8). Nous tenons à remercier tous les étudiants, jeunes chercheurs et collègues de tous âges qui nous ont apporté leurs concours dans ce projet, ainsi évidemment que les formidables équipes des Archives nationales, sans qui aucune recherche de ce type ne serait possible. Leurs noms figurent dans la page de remerciements de l'ouvrage et sur le site [unehistoireduconflitpolitique.fr](http://unehistoireduconflitpolitique.fr). Précisons aussi que nous nous sommes limités aux élections menées en France métropolitaine : l'étude des scrutins organisés depuis deux siècles dans les territoires d'outre-mer et les anciennes colonies pose des questions spécifiques et mériterait une étude à part entière.



*Repenser la bipolarisation et la tripartition  
à l'échelle historique*

Au-delà de son intérêt historique et de la nouvelle base de données qu'il propose, cet ouvrage permet d'apporter un regard neuf sur les crises du présent et leur possible dénouement. Lors des années récentes, comme d'ailleurs de façon quasi permanente au cours des deux derniers siècles, certains acteurs politiques ont jugé habile d'expliquer que les clivages idéologiques et socio-logiques du passé étaient définitivement dépassés, que la gauche et la droite étaient désormais des notions vides de sens, etc. En réalité, les conflits politiques sont toujours multidimensionnels et ne peuvent jamais se réduire à un axe unidirectionnel gauche/droite, d'une part parce que la classe sociale est elle-même multidimensionnelle (taille d'agglomération et de commune, profession, revenu, patrimoine, âge, genre, origine, religion, etc.), et d'autre part parce que la confrontation électorale porte sur des questions extrêmement diverses (régime politique, régime de frontière, régime de propriété, régime fiscal, régime éducatif, etc.), et de surcroît en renouvellement permanent. Pour autant, les clivages du passé ne sont jamais totalement absents. C'est toujours à partir de cet héritage que la structure du conflit politique et les notions plurielles et changeantes de droites, de centres et de gauches ne cessent de se redéfinir et de se réarticuler autour de visions du monde et d'intérêts socio-économiques divergents, dont l'importance ne semble pas près de décliner, bien au contraire.

Au-delà de cette multi-dimensionnalité structurelle du conflit politique, il existe des périodes historiques où un axe principal prend le pas sur les autres. Il peut s'agir en particulier d'un conflit socio-économique opposant les classes populaires aux classes possédantes dans leur ensemble, auquel cas l'affrontement électoral prend la forme d'un conflit bipolaire gauche/droite se confondant dans une certaine mesure avec un conflit pauvres/riches. Nous verrons que cette bipolarisation de type « classiste » se structure généralement autour des inégalités de propriété (davantage encore que des inégalités de revenus) et laisse toujours un rôle autonome au conflit rural/urbain et au conflit religieux et éducatif, et bien évidemment à la complexité des expériences et des subjectivités individuelles. Cette configuration « classiste complexifiée » occupe une place essentielle en France à partir de 1900-1910 (avec la montée en puissance du Parti socialiste puis du Parti communiste) et jusqu'en 1990-2000. Elle joue un rôle maximal entre 1958 et 1992, période au cours de laquelle quasiment aucun courant politique ne peut exister en dehors de la bipolarité gauche/droite, en particulier lors des scrutins emblématiques de 1974, 1978 et 1981, où la structure des votes gauche/droite en fonction de la richesse est effectivement

très marquée. Si l'on examine les choses dans la longue durée, force est de constater que cette bipolarisation, particulièrement forte entre 1910 et 1992, a eu un impact déterminant et largement positif pour le développement démocratique, social et économique du pays au cours du *xx<sup>e</sup>* siècle. Elle a nourri une compétition féconde pour la mise en place de multiples politiques publiques essentielles tout en permettant des alternances démocratiques apaisées à la tête de l'État. L'un des objectifs centraux de ce livre est de mieux comprendre les contextes socio-économiques et politico-idéologiques et les choix stratégiques des acteurs susceptibles d'expliquer pourquoi et comment ce type de conflit bipolaire se construit ou se déconstruit.

La question est d'autant plus importante qu'il existe également d'autres périodes historiques, à la fin du *xix<sup>e</sup>* et au début du *xx<sup>e</sup>* siècle, et de nouveau en ce début de *xxi<sup>e</sup>* siècle, où une structure ternaire (ou parfois quaternaire) est plus adaptée pour décrire les multiples courants et nuances politiques en présence. En particulier, les élections présidentielle et législatives menées en France en 2022 ont fait apparaître une tripartition relativement claire de la vie politique, avec un bloc de gauche social-écologique, un bloc central libéral-progressiste et un bloc de droite national-patriote, rassemblant chacun environ un tiers des voix<sup>1</sup>. Le choix des termes peut naturellement être discuté, et le débat sur les mots constitue d'ailleurs l'un des enjeux centraux du conflit politique : les uns accusent les autres d'être la « fausse gauche », d'autres revendiquent d'être la « vraie droite », et presque tout le monde décrit ses adversaires comme étant aux mains des extrêmes ou des puissants. Nous tenterons de nous tenir à l'écart de ces stratégies visant à disqualifier, à figer ou à essentialiser les uns ou les autres : il n'existe à nos yeux ni de vraie gauche ni de fausse droite, mais plutôt une pluralité mouvante de courants politiques. Nous utiliserons les termes de gauches, de centres et de droites de façon flexible et évolutive, en partant de la façon dont les acteurs – électeurs, partis, médias, etc. – tendent à les utiliser pour se désigner aux différentes époques. Nous insisterons sur la particularité de chaque courant ou nuance politiques (on peut distinguer généralement une dizaine de nuances politiques

1. Si l'on additionne les candidats issus des partis de gauche et écologiques (LFI, PS, PCF, EELV, LO, NPA), on obtient 32 % des voix exprimées au premier tour de la présidentielle. En rassemblant les voix portées sur le président sortant (issu du parti LREM) et la candidate du parti LR, on obtient également 32 % des voix. On arrive exactement au même score de 32 % en additionnant les trois candidats du bloc national-patriote (RN, Reconquête, DLF). Si l'on répartit entre les trois blocs les 3 % du candidat ruraliste inclassable (Jean Lassale), on parvient à trois tiers presque parfaitement égaux. LR est dans une large mesure à mi-chemin entre le bloc libéral-progressiste et le bloc national-patriote et pourrait être classé dans le second. Bien évidemment, un quatrième bloc est celui des abstentionnistes, et nous étudierons également en détail les déterminants de la participation.

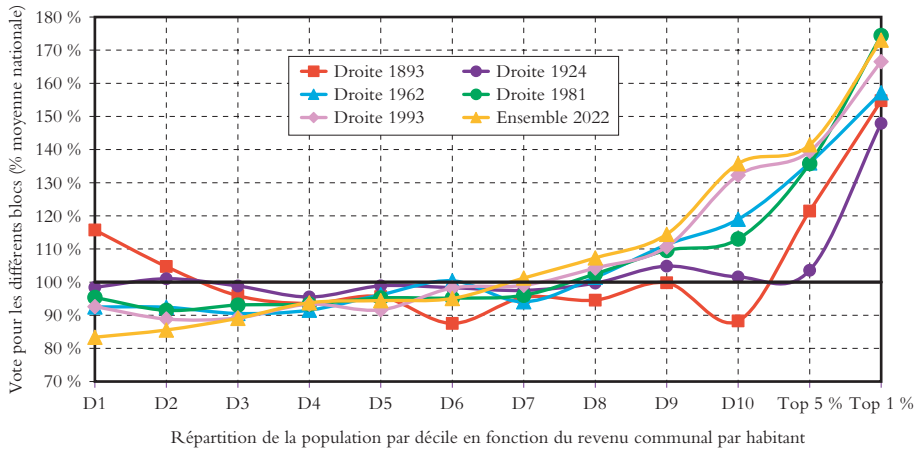
significatives lors de la plupart des scrutins législatifs qui se sont déroulés entre 1848 et 2022), que nous désignerons autant que possible en utilisant les noms qu'ils se donnent ou en tout état de cause des termes qui soient acceptables pour leurs partisans (lorsque des regroupements supplémentaires paraissent pertinents). Pour cette raison, nous éviterons d'utiliser les termes d'extrême gauche ou d'extrême droite, car il n'existe quasiment aucun acteur politique choisissant de se désigner comme extrême.

Dans le cas de la tripartition issue des élections de 2022, il est naturel de la rattacher à des soubassements idéologiques plus anciens. Nous verrons qu'elle renvoie dans une large mesure à trois des principales familles idéologiques qui ont structuré la vie politique depuis le XIX<sup>e</sup> siècle : socialisme, libéralisme, nationalisme. Depuis deux siècles, le libéralisme s'appuie sur la propriété privée et sur le marché domestique et international pour promouvoir l'émancipation individuelle et le développement industriel, avec parfois certains succès sur le plan économique, mais aussi des dégâts sociaux considérables. Le nationalisme répond à la crise sociale qui en découle par la valorisation de la nation et des solidarités locales et ethno-nationales, alors que le socialisme tente non sans difficultés de promouvoir un système socio-économique alternatif, fondé sur le partage du pouvoir et de la propriété et sur l'émancipation universaliste par l'éducation. Chacun de ces trois courants principaux tente à sa façon d'apporter des réponses plausibles à la question sociale, telle qu'elle a été formulée depuis la révolution industrielle et redéfinie en permanence au cours des deux derniers siècles, à la lumière des expériences au pouvoir des différents blocs et des transformations socio-économiques en cours. La tripartition de 2022 porte aussi la marque d'enjeux nouveaux qui n'ont pris toute leur importance qu'au cours des dernières décennies (question écologique et climatique d'une part, question migratoire et identitaire de l'autre), et qui ont contribué à redéfinir les courants politiques anciens, comme d'ailleurs à chaque période historique.

Mais le point central est que la tripartition actuelle ne peut être correctement analysée qu'en remontant deux siècles en arrière. Sur longue période, on observe en effet différentes formes de tripartition entre 1848 et 1910 (autour d'un triptyque composé des socialistes et radicaux-socialistes à gauche, des républicains modérés et opportunistes au centre et des conservateurs, catholiques et monarchistes à droite), puis une bipolarisation gauche/droite de plus en plus marquée de 1910 à 1992, et finalement un retour graduel à une nouvelle forme de tripartition entre 1992 et 2022, alors que de multiples facteurs se combinaient pour affaiblir la bipolarisation (effritement de la gauche socialiste et communiste, montée en puissance de l'enjeu européen et écologique, émergence de nouveaux clivages migratoires et identitaires).

Nous verrons également que l'existence d'un affrontement électoral ternaire plutôt que binaire n'implique nullement l'affaiblissement du clivage de classe, bien au contraire. Le vote pour le bloc central libéral-progressiste enregistré lors du scrutin de 2022 apparaît ainsi dans les données disponibles comme l'un des plus « bourgeois » observés depuis deux siècles (sans doute même le plus « bourgeois » de toute l'histoire électorale française), au sens où il rassemble un électorat socialement beaucoup plus favorisé que la moyenne, dans des proportions inédites par comparaison aux précédents historiques. La propension à voter pour ce bloc est par exemple une fonction fortement croissante du niveau de richesse (revenu ou capital immobilier moyens) de la commune, avec une pente inhabituellement élevée par comparaison aux périodes historiques précédentes. Ainsi en 2022, le vote Ensemble est plus de 1,7 fois plus élevé que sa moyenne nationale dans le 1 % des communes les plus riches, soit davantage que ce que l'on observe pour la droite en 1924, 1962 ou encore 1993 ; surtout, il est systématiquement et fortement inférieur à sa moyenne nationale dans les 60 % des communes les plus modestes, alors que les droites du passé parvenaient généralement à rassembler des soutiens plus conséquents en leur sein (voir **graphique 0.1**).

Graphique 0.1  
Le vote Ensemble est-il le plus bourgeois de l'histoire ?



Lecture. Le vote pour le bloc Ensemble-UDI en 2022 est fortement croissant avec le revenu. La pente est globalement comparable avec les profils de vote de droite observés dans le passé, à la différence que ces derniers réalisaient généralement de meilleurs scores dans les communes les plus pauvres (notamment dans les communes rurales les plus pauvres, mais pas uniquement).

Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.

Sources et séries : voir [unehistoireduconflitpolitique.fr](http://unehistoireduconflitpolitique.fr)

L'autre particularité de cette nouvelle tripartition est que les classes populaires sont profondément divisées entre les deux autres blocs, avec pour simplifier des classes populaires urbaines votant pour le bloc de gauche et des classes populaires rurales votant pour le bloc de droite<sup>1</sup>. On retrouve par certains aspects des structures électorales similaires lors des précédents épisodes de tripartition observés au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, avant que la bipartition ne l'emporte pendant une large partie du XX<sup>e</sup> siècle. Nous tenterons de montrer dans cet ouvrage que c'est en comparant de façon minutieuse ces différentes configurations et leurs transformations que l'on peut mieux comprendre les tensions à l'œuvre aujourd'hui et envisager plusieurs trajectoires d'évolution pour les décennies à venir. Nous insisterons notamment sur le fait que le rassemblement des classes populaires rurales et urbaines s'est fait dans le passé sur la base de plateformes programmatiques ambitieuses de réduction des inégalités sociales, dans toutes leurs dimensions, en prenant en compte les particularités des différents territoires, et qu'il en ira probablement de même à l'avenir.

### *Enquêtes, données électorales et inégalités socio-spatiales*

Avant d'aller plus loin dans cette direction, commençons par préciser la démarche et les méthodes qui vont être les nôtres, ainsi que la façon dont notre travail se situe au sein de la très vaste littérature en sciences sociales (notamment en histoire et en sciences politiques) consacrée aux élections et aux idéologies politiques. De façon générale, comment fait-on pour savoir qui vote pour qui ? On peut distinguer deux méthodes principales et complémentaires : l'une à partir d'enquêtes menées au niveau individuel, l'autre à partir de données électorales et socio-économiques observées au niveau spatial le plus fin possible.

La méthode la plus directe consiste à conduire des enquêtes au niveau individuel, idéalement auprès d'un échantillon représentatif de la population, généralement quelques milliers de personnes auxquelles on pose des questions portant sur leurs caractéristiques socio-économiques (profession, revenu, âge, sexe, religion, etc.) et sur leurs attitudes politiques et choix électoraux

1. Voir chapitres 11, 13 et 14 pour une analyse détaillée des élections récentes et de ces comparaisons historiques. La conclusion obtenue concernant le vote Ensemble est encore plus frappante en l'absence de tout contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. Voir chapitre 11, graphiques 11.30-11.31.

récents. Des enquêtes de ce type ont été menées régulièrement à l'issue de la plupart des confrontations électorales dans les principaux pays occidentaux à partir des années 1950, en particulier aux États-Unis, en France et au Royaume-Uni, puis ont été généralisées dans la quasi-totalité des pays où ont eu lieu des élections pluralistes depuis les années 1980-1990. Ces enquêtes dites « postélectorales » (généralement menées dans les jours ou semaines suivant l'élection étudiée) ont donné lieu à des recherches passionnantes et novatrices, en particulier au sein de la science politique française depuis les années 1950, sous la plume notamment de Jacques Capdevielle, Nonna Mayer, Guy Michelat et de nombreux autres auteurs<sup>1</sup>. Dans le cadre d'une recherche collective impliquant une vingtaine de chercheurs, à laquelle nous avons participé, et dans la lignée de tous les travaux antérieurs, les enquêtes postélectorales menées de 1948 à 2020 dans 50 pays sur tous les continents ont été récemment rassemblées et ont fait l'objet d'une exploitation systématique, afin de comparer les transformations de la structure des électors, en particulier concernant le lien entre le comportement électoral et le niveau de diplôme, de revenu et de patrimoine<sup>2</sup>.

Cette première méthode à base d'enquêtes menées au niveau individuel souffre malheureusement de deux inconvénients majeurs, et même rédhibitoires compte tenu de la perspective historique et spatiale qui est la nôtre ici. D'une part, aucune enquête représentative de ce type n'existe avant la

1. Une première enquête relativement détaillée sur le vote et les professions a été organisée en France par l'IFOP à la suite des législatives de 1951. Puis des enquêtes postélectorales de plus en plus sophistiquées ont été organisées à partir des législatives de 1958, généralement en partenariat avec la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP) et ses différents centres de recherche (en particulier le Cevipof), avec notamment l'introduction dans l'enquête de 1978 de questionnaires détaillés sur le patrimoine, informations cruciales et malheureusement absentes dans la plupart des enquêtes réalisées dans les autres pays. Sur cette longue tradition de recherche sur laquelle nous nous appuyerons largement, voir notamment : M. DUVERGER (dir.), *Partis politiques et classes sociales en France*, Armand Colin/Cahiers de la FNSP, 1955 ; G. MICHELAT, M. SIMON, *Classe, religion et comportement politique*, Presses de la FNSP/Éditions sociales, 1977 ; J. CAPDEVIELLE, É. DUPOIRIER, « L'effet patrimoine », in *France de gauche. Vote à droite ?*, Presses de la FNSP, 1988 ; D. GAXIE (dir.), *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Presses de la FNSP, 1985 ; D. BOY, N. MAYER (dir.), *L'électeur à ses raisons*, Presses de Sciences Po, 1997 ; S. CRÉPON, A. DÉZÉ, N. MAYER, *Les Faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Presses de Sciences Po, 2015 ; M. FOUCAULT, P. PERRINEAU, *La Politique au microscope. 60 ans d'histoire du Cevipof*, Presses de Sciences Po, 2021.

2. Voir A. GETHIN, C. MARTINEZ-TOLEDANO, T. PIKETTY (dir.), *Clivages politiques et inégalités sociales. Une étude de 50 démocraties (1948-2020)*, EHESS/Gallimard/Seuil, 2021. Tous les résultats sont disponibles dans la *World Political Cleavages and Inequality Database* (wpid.world). Les chapitres de cet ouvrage fournissent aussi des points d'entrée dans la très riche bibliographie internationale fondée sur les enquêtes postélectorales.

Seconde Guerre mondiale, si bien que cette méthode interdit de remonter à l'entre-deux-guerres ou au début du  $xx^e$  siècle (ni *a fortiori* au  $xix^e$  siècle ou à la fin du  $xviii^e$  siècle) et d'adopter une approche de longue durée, ce qui est le premier objectif de ce livre. D'autre part, la taille limitée des échantillons utilisés dans ces enquêtes permet de dégager certaines tendances générales mais fragilise les comparaisons fines d'une élection à l'autre, et en particulier empêche de croiser de façon statistiquement fiable les critères territoriaux (tels que la taille de commune et d'agglomération) et socio-économiques (tels que le secteur d'activité, la profession, le revenu ou le patrimoine), alors même que le croisement des critères spatiaux et socio-économiques joue un rôle central dans les transformations que nous allons mettre en évidence, en particulier concernant la division politique des classes populaires rurales et urbaines et ses transformations au cours du temps. Ce manque de profondeur historique et de représentativité socio-spatiale s'applique aussi aux enquêtes individuelles de type ethnographique, fondées sur des entretiens approfondis auprès de petits échantillons, enquêtes qui fournissent des matériaux d'une richesse irremplaçable pour une compréhension fine des trajectoires individuelles et des processus de politisation, mais qui malheureusement ne sont pas disponibles de façon homogène sur longue période<sup>1</sup>.

La seconde méthode consiste à utiliser les données électorales au niveau spatial le plus fin possible (cantons, communes, bureaux de vote, etc.) et à les mettre en correspondance avec des données socio-économiques observées au même niveau. On peut ainsi comparer la manière dont votent les communes les plus pauvres (définies par exemple par leur niveau de revenu ou de capital immobilier moyens) et les communes les plus riches, ou bien les communes les plus agricoles et les moins agricoles, les plus industrielles et les moins industrielles, et ainsi de suite. L'interprétation des résultats ainsi obtenus doit toujours être conduite avec prudence, car par construction cette méthode ne permet pas d'observer les comportements électoraux au niveau individuel, mais uniquement de comparer des moyennes au niveau communal ou des autres unités géographiques utilisées. Par comparaison à la méthode à base d'enquêtes, cette seconde approche reposant sur des données électorales et socio-économiques localisées a toutefois d'immenses avantages.

1. Pour des exemples passionnants d'enquêtes ethnographiques autour des élections récentes, voir E. AGRIKOLIANSKY, P. ALDRIN, S. LÉVÊQUE, *Voter par temps de crise. Portraits d'électrices et d'électeurs ordinaires*, PUF/Trisso, 2021. Voir aussi Collectif SPEL, *Le Sens du vote. Une enquête sociologique (France 2011-2014)*, Presses universitaires de Rennes, 2016. Il existe également de multiples travaux combinant les enquêtes sur échantillon représentatif et les entretiens approfondis de type ethnographique. Voir notamment C. BRACONNIER, N. MAYER (dir.), *Les Inaudibles. Sociologie politique des précaires*, Presses de Sciences Po, 2015.



En particulier, les résultats électoraux au niveau local ont généralement été bien conservés dans la plupart des pays depuis que les élections existent, si bien qu'il est possible de remonter au début du  $xx^e$  siècle, voire au  $xix^e$  siècle ou même à la fin du  $xviii^e$  siècle dans certains cas (en particulier en France) où le droit de vote s'est généralisé précocement et où les archives ont été particulièrement bien conservées. Il devient alors possible d'écrire une histoire des comportements électoraux et des inégalités sociales parcourant plus de deux siècles, et non une histoire centrée sur la période post-1950, ce qui modifie singulièrement les perspectives et permet de renouveler les réflexions et les problématiques sur la période présente, qui est par certains aspects plus proche de la situation qui prévalait à la fin du  $xix^e$  siècle et au début du  $xx^e$  siècle que de celle des Trente Glorieuses. Compte tenu de l'ampleur du travail de collecte de données impliqué par ce projet, il nous est apparu matériellement impossible de le conduire sur une base comparative, et c'est pourquoi le présent ouvrage ne porte que sur la France (et en l'occurrence sur la France métropolitaine). Nous espérons cependant qu'il contribuera à stimuler à l'avenir des recherches similaires portant sur d'autres pays et territoires et à éclairer notre compréhension des conflits politiques à l'œuvre aujourd'hui dans de nombreuses démocraties de par le monde.

Idéalement, cette méthode à base de données électorales et socio-économiques localisées devrait être menée au niveau du bureau de vote. Malheureusement, de telles données ne sont pas disponibles sur longue période<sup>1</sup>. À l'échelle historique, la plupart des sources sont disponibles uniquement à l'échelon de la commune, ce qui dans le contexte français constitue déjà un niveau d'analyse extrêmement fin et pertinent<sup>2</sup>. Avec quelque

1. Les données électorales au niveau du bureau de vote ne sont systématiquement numérisées par le ministère de l'Intérieur que depuis 2002 en France. Pour les périodes antérieures, les procès-verbaux électoraux conservés aux Archives nationales portent uniquement sur les communes et non pas sur les bureaux de vote, à quelques très rares exceptions près (comme les quartiers d'habitation à l'intérieur des arrondissements parisiens). En tout état de cause, la cartographie locale des bureaux de vote a beaucoup changé et ne semble pas avoir laissé de trace homogène sur longue période, sans compter que les données socio-économiques susceptibles d'être utilisées pour analyser les votes ne sont généralement pas disponibles à cet échelon (à l'exception de la période très récente).

2. Toutes les données électorales et socio-économiques sont également disponibles au niveau des vingt arrondissements parisiens, que nous avons traités comme des communes séparées dans le cadre de cette étude. Par contre, les données portant sur les arrondissements de Lyon et Marseille ne sont pas disponibles de façon homogène sur longue période, et nous avons donc dû traiter ces deux villes comme des communes entières, comme d'ailleurs l'ensemble des autres grandes villes, ce qui constitue une limite importante de l'analyse. Des données plus fines disponibles au niveau des quartiers ou des cantons gagneraient à être davantage exploitées pour certaines villes et sous-périodes et sont disponibles sur [unehistoireduconflitpolitique.fr](http://unehistoireduconflitpolitique.fr).



36 000 communes, il est par exemple possible de comparer pour toutes les tailles d'agglomération des centaines de communes très pauvres et de communes très riches, d'autres fortement agricoles ou fortement industrielles, certaines ayant largement recours à l'enseignement privé et d'autres non, et ainsi de suite. Nous utiliserons également à titre secondaire l'échelon cantonal (généralement autour de 3 000 cantons), qui permet des analyses moins fines qu'au niveau communal, mais pertinentes pour les rares cas où les données communales ne sont pas disponibles. En revanche, il est impossible d'utiliser rigoureusement une telle méthode si l'on dispose uniquement de données au niveau des départements (autour de 90-95 départements suivant les périodes) ou des circonscriptions électorales (généralement autour de 500 circonscriptions). Dès lors que l'on cherche à croiser plusieurs variables (taille de commune et d'agglomération, revenu et capital immobilier, secteur d'activité et profession, religiosité et scolarisation, etc.) – ce qui est indispensable pour espérer pouvoir démêler les différents facteurs –, seul l'échelon communal ou éventuellement cantonal permet d'envisager une analyse satisfaisante.

### *De l'histoire des idéologies à l'histoire des électors*

Pourquoi le travail de collecte de données électorales communales et d'analyse de la structure socio-économique des électors sur longue période proposé dans cet ouvrage n'avait-il pas été réalisé auparavant à cette échelle ? S'il existe certainement des facteurs proprement intellectuels, liés notamment à une séparation excessive des disciplines et des méthodes au sein des sciences sociales (en particulier entre histoire économique et sociale, d'une part, et histoire politique et culturelle, de l'autre), une autre explication possible est qu'un tel projet de numérisation et de collecte de données est beaucoup plus envisageable aujourd'hui qu'il ne l'était il y a tout juste quelques décennies, compte tenu des nouveaux moyens humains et matériels (en particulier numériques) dont disposent les chercheurs en sciences sociales.

Sans chercher à la surestimer, la question des ressources a sans doute son importance et peut contribuer à expliquer pourquoi il existe de très nombreux travaux sur l'histoire des courants politico-idéologiques en France depuis la Révolution, et relativement peu de travaux sur l'histoire sociale des électors qui ont choisi d'accorder leurs suffrages à ces différents courants. Quoi qu'il en soit, ce déséquilibre nous semble regrettable, dans la mesure où les deux approches sont à l'évidence complémentaires. En particulier, l'histoire sociale des électors peut permettre de mieux comprendre les caractéristiques politico-idéologiques et programmatiques les plus marquantes des partis et

coalitions en présence, telles qu'elles ont été perçues par les électeurs, ce qui peut en retour éclairer l'histoire des idéologies et nous conduire à proposer de nouvelles interprétations de l'histoire des gauches, des droites et des centres. S'agissant de l'histoire des différentes familles politiques, il existe dans tous les pays de très nombreux travaux, par exemple en France dans la lignée des recherches de René Rémond sur l'histoire des droites ou de celles plus récentes de Gilles Richard, qui insistent davantage sur le renouvellement des tendances dans une perspective sociohistorique que sur leur supposée fixité. Ce domaine de recherche rassemble une très riche littérature, composée de multiples monographies et ouvrages de synthèse, aussi bien sur l'histoire des droites<sup>1</sup> que sur l'histoire des gauches<sup>2</sup>, sur lesquels nous nous appuyons largement afin de caractériser les différents courants politiques. Nous aurons également recours aux sources classiques sur ces questions : débats parlementaires, presse, manifestes et programmes électoraux.

Rappelons en particulier que la première utilisation dans l'histoire des notions de gauche et de droite pour caractériser les différents courants politiques remonte à la Révolution française. Le moment décisif est traditionnellement situé à la séance de l'Assemblée nationale du 28 août 1789 consacrée à la question du veto royal, peu après la prise de la Bastille le 14 juillet et l'abolition des privilèges nobiliaires adoptée lors de la nuit du 4 août. Alors que les députés tentent de s'accorder sur une nouvelle constitution du royaume, les représentants favorables à un droit de veto absolu du roi dans les futurs processus législatifs se rangent dans la partie droite de la salle, alors que ceux qui s'y opposent et revendiquent la souveraineté pleine et entière de l'Assemblée se regroupent dans la partie gauche<sup>3</sup>. Certains auteurs font remarquer que cette division topographique gauche/droite avait déjà été

1. Voir G. RICHARD, *Histoire des droites en France. De 1815 à nos jours*, Perrin, 2017. Voir aussi R. RÉMOND, *Les Droites en France*, Aubier-Montaigne, 1982, version révisée de l'ouvrage classique publié pour la première fois en 1954 sous le titre *La Droite en France de 1815 à nos jours. Continuité et diversité d'une tradition politique*. Voir aussi l'ouvrage collectif coordonné par J.-F. SIRINELLI, *Histoire des droites en France*, Gallimard, 1992, 3 volumes.

2. Voir l'ouvrage collectif coordonné par J.-J. BECKER, G. CANDAR, *Histoire des gauches en France*, La Découverte, 2004, 2 volumes. Voir aussi M. WINOCK, *La Gauche en France*, Tempus/Perrin, 2006 ; J. JULLIARD, *Les Gauches françaises, 1762-2012. Histoire, politique et imaginaire*, Flammarion, 2012 ; J. MISCHI, *Le Parti des communistes. Histoire du Parti communiste français de 1920 à nos jours*, Hors d'atteinte, 2020. Sur le rôle structurant du triptyque socialisme-libéralisme-nationalisme, voir B. KARSENTI, C. LEMIEUX, *Socialisme et sociologie*, EHESS, 2017.

3. Pour finir, un compromis sera trouvé dans le cadre de la constitution monarchique qui entrera officiellement en vigueur en septembre 1791, avec un droit de veto suspensif (pour au maximum deux législatures, soit quatre années) et ne s'appliquant pas aux questions financières et budgétaires.

adoptée en 1787-1788 lors des réunions de l'Assemblée des notables, aréopage constitué de représentants de la noblesse, du clergé, des parlements et des villes du royaume et rassemblé par Louis XVI afin d'adopter des mesures fiscales visant à sauver l'Ancien Régime (sans succès), et qui se conclut par la convocation des États généraux<sup>1</sup>. Ce qui est certain, c'est que le conflit gauche/droite autour du régime politique et constitutionnel est d'emblée inséparable d'un conflit gauche/droite de type socio-économique portant sur la question des impôts et des taxes, des privilèges de la noblesse et du clergé, des biens de l'Église et du régime scolaire, et plus généralement de la répartition de la propriété, des richesses et du pouvoir dans la société. Car ce que craignent avant tout les partisans du veto royal, c'est évidemment qu'une Assemblée trop fortement souveraine puisse se mettre à redistribuer les richesses et le pouvoir sans limite, ou plus généralement à remettre en cause radicalement l'ordre social, sur la base d'une simple décision prise à la majorité des voix. Nous verrons que les dimensions politico-constitutionnelles et socio-économiques n'ont jamais cessé de conjuguer leurs effets (sans toutefois se superposer entièrement) dans l'histoire idéologique et programmatique des gauches, des centres et des droites depuis 1789.

### *Siegfried et la question du vote républicain et de l'emprise*

Concernant l'histoire sociale des électors, les travaux sont malheureusement beaucoup moins nombreux. L'ouvrage le plus proche de la démarche développée ici est sans aucun doute le *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République* publié par le politiste et géographe André Siegfried en 1913. Dans ce livre classique et fondateur de la science politique moderne, l'auteur propose une étude minutieuse des votes observés des élections législatives de 1871 à celles de 1910, canton par canton, dans 14 départements de la France de l'Ouest, de la Vendée à la Bretagne en passant par l'Anjou et la Normandie. À partir de données collectées à la main et cartographiées avec soin, Siegfried tente de répondre à une question centrale : pourquoi certains cantons ruraux votent-ils massivement pour des candidats républicains alors que d'autres continuent de voter avec force pour des candidats monarchistes ou conservateurs, y compris à l'intérieur d'un même département et au sein de cantons géographiquement proches et en

1. Voir M. DENIS, « 1815-1848 : que faire de la Révolution française ? », in J.-F. SIRINELLI (dir.), *Histoire des droites en France, op. cit.*, t. 1, *Politique*.

apparence semblables ? Pour rendre compte de ces observations, le chercheur utilise deux séries d'indicateurs socio-économiques qu'il a également pris soin de collecter au niveau cantonal : d'une part, des données issues de la contribution foncière portant sur la répartition des surfaces agricoles en 1883 (permettant de mesurer le poids de la grande propriété, définie comme la part des exploitations de plus de 40 hectares dans le total des surfaces du canton), et d'autre part des données issues d'une enquête ministérielle sur les écoles primaires de jeunes filles en 1911 (permettant de mesurer la part des filles scolarisées dans le privé au sein du canton).

La thèse défendue par Siegfried à l'aide de ses cartes est la suivante. Dans les cantons où la propriété terrienne est restée concentrée entre les mains de grands propriétaires, souvent d'origine noble, et où l'Église a conservé son influence, notamment au travers de sa mainmise sur les institutions scolaires, les électeurs soutiennent les candidats monarchiques et conservateurs. À l'inverse, dans les cantons où les redistributions opérées pendant la Révolution ont permis la constitution d'une petite propriété terrienne et de desserrer l'emprise des grands propriétaires et du clergé, les paysans votent pour les républicains<sup>1</sup>. Cette thèse peut être discutée et remise en cause, en particulier dans la mesure où elle donne une vision purement passive du vote conservateur qui, dans l'esprit de Siegfried, ne peut être analysé que comme la conséquence d'une emprise des élites sur les classes populaires rurales (ce qui pose plusieurs difficultés, comme nous le verrons plus loin). Sans doute peut-on mettre cela en partie sur le compte du fait que Siegfried a lui-même été candidat républicain malheureux à la députation dans les Hautes-Alpes en 1902 face à un aristocrate connu pour son clientélisme (le comte de Castellane), puis de nouveau en 1910 en Normandie, sans plus de succès<sup>2</sup>.

Il reste que le travail réalisé par Siegfried à partir de moyens limités est extrêmement novateur et impressionnant, et qu'il aurait depuis longtemps mérité d'être prolongé et systématisé à l'aide de ressources supplémentaires. Malheureusement, si ce travail a souvent été célébré, il n'a guère été suivi de recherches similaires<sup>3</sup>. En 1921, Gaston Génique publie une intéressante

1. Voir A. SIEGFRIED, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Armand Colin, 1913.

2. Voir A.-L. SANGUIN, « Entre contexte personnel et contexte professionnel : André Siegfried et le *Tableau*, une perspective biographique », in M. Bussi, C. Le Digol, C. Voillot (dir.), *Le Tableau politique de la France de l'Ouest d'André Siegfried. Cent ans après, héritages et postérités*, Presses universitaires de Rennes, 2016.

3. Siegfried lui-même a longtemps envisagé d'étendre son ouvrage de 1913 à d'autres parties du territoire, en particulier dans le cadre d'un projet consacré à l'ensemble des départements du Midi méditerranéen, qui n'aboutira pas. Voir toutefois les résultats partiels publiés dans

étude sur la répartition des votes lors des législatives de 1849, en utilisant comme nous le ferons les procès-verbaux électoraux conservés aux Archives et la presse de l'époque afin de déterminer la tendance politique des candidats (démocrates-socialistes, républicains-constitutionnels, conservateurs)<sup>1</sup>. Cependant, le travail réalisé porte uniquement sur le niveau départemental (et non cantonal), et contrairement à Siegfried l'auteur ne cherche pas à rassembler des indicateurs socio-économiques susceptibles d'expliquer les votes observés. François Goguel, l'un des principaux continuateurs de Siegfried à Sciences Po, publie en 1937 et 1946 ses ouvrages classiques sur le Sénat français et la politique des partis sous la III<sup>e</sup> République<sup>2</sup>, puis en 1951 et 1970 de très intéressants ensembles de cartes indiquant les répartitions des votes par tendances politiques depuis les législatives de 1871 jusqu'à celles de 1958<sup>3</sup>. Malheureusement, il s'agit là encore de données rassemblées uniquement à l'échelon départemental, sans tentative de mise en relation systématique avec des indicateurs socio-économiques. À partir des années 1980 et 1990, Hervé Le Bras et Emmanuel Todd publient plusieurs ouvrages stimulants visant à analyser l'impact des structures familiales (et pas seulement de la classe sociale) sur la géographie du vote. Les données historiques rassemblées portent cependant pour l'essentiel sur l'échelon départemental, ce qui rend difficile de séparer rigoureusement les effets des différentes variables<sup>4</sup>. Plusieurs auteurs ont également publié des atlas électoraux décrivant les résultats des élections au niveau départemental (et parfois cantonal), mais sans chercher à les relier de façon systématique aux caractéristiques socio-économiques des électeurs<sup>5</sup>.

A. SIEGFRIED, *Géographie électorale de l'Ardèche sous la III<sup>e</sup> République*, Armand Colin/Cahiers de la FNSP, 1949.

1. Voir G. GÉNIQUE, *L'Élection de l'Assemblée législative en 1849. Essai d'une répartition géographique des partis en France*, Rieder, 1921.

2. Voir F. GOGUEL, *Le Rôle financier du Sénat français. Essai d'histoire parlementaire*, Sirey, 1937 ; *La Politique des partis sous la III<sup>e</sup> République*, Seuil, 1946.

3. Voir F. GOGUEL, *Géographie des élections françaises de 1870 à 1951*, Armand Colin/Cahiers de la FNSP, 1951 ; *Géographie des élections françaises sous la Troisième et la Quatrième République*, Armand Colin, 1970.

4. Voir H. LE BRAS, E. TODD, *L'Invention de la France. Atlas anthropologique et politique*, Le Livre de Poche, 1981 (Gallimard, 2012) ; H. LE BRAS, *Les Trois France*, O. Jacob, 1986 ; E. TODD, *L'Invention de l'Europe*, Seuil, 1990. Ces ouvrages reposent exclusivement sur des cartes départementales. Voir également H. LE BRAS, E. TODD, *Le Mystère français*, Seuil/La République des idées, 2013 ; H. LE BRAS, *Le Nouvel Ordre électoral. Tripartisme contre démocratie*, Seuil, 2016 ; *Tableau historique de la France. La formation des courants politiques de 1789 à nos jours*, Seuil/La République des idées, 2022. Ces livres utilisent également les données électorales officielles au niveau communal pour la période récente (post-1990), mais ne s'appuient sur aucune numérisation nouvelle au niveau communal ou cantonal pour les périodes antérieures.

5. Voir par exemple F. SALMON, *Atlas électoral de la France (1848-2001)*, Seuil, 2002, qui comprend d'intéressantes cartes au niveau départemental (et même cantonal pour certaines

Outre les facteurs déjà mentionnés, le fait que l'approche de Siegfried n'ait pas davantage fait école s'explique sans doute en partie par le développement fulgurant des enquêtes postélectorales depuis les années 1950 et 1960 (aux côtés par ailleurs d'une histoire renouvelée des familles politiques). Ainsi que nous l'avons déjà noté, ces enquêtes permettent une analyse au niveau individuel des liens entre caractéristiques socio-économiques et comportement politique et ont conduit à de très riches travaux. Le prix à payer pour cette innovation méthodologique est qu'elle a peut-être contribué à diminuer l'intérêt pour la méthode fondée sur les données électorales et socio-économiques spatialisées, et par là même à focaliser l'attention sur la période post-1950 (quand ce n'est pas sur des périodes plus récentes) et à réduire le poids des recherches consacrées aux transformations des électorats sur une plus longue période<sup>1</sup>. En outre, même sur la période récente, l'approche par enquête ne permet pas de croiser les variables de façon satisfaisante (par exemple en prenant en compte tout à la fois le revenu et le territoire ou l'éducation et la propriété) ni d'étudier les caractéristiques des électorats des petits partis, du fait de la taille des échantillons ; par comparaison, l'utilisation des variations au niveau communal rend possible une telle approche.

### *Comprendre les divisions des classes populaires, de 1789 à 2022*

Si la méthode développée par Siegfried n'a guère été suivie ni systématisée depuis son ouvrage fondateur de 1913, plusieurs travaux importants menés à l'échelon de territoires plus restreints (mais avec des sources plus diversifiées et une plus grande profondeur historique) ont néanmoins permis d'approfondir et sur certains points de réviser ses conclusions sur les origines du vote républicain et du vote monarchiste ou conservateur. Il s'agit notamment du livre *Paysans de l'Ouest* consacré par Paul Bois en 1960 au département de la

---

élections). Les données correspondantes n'ont malheureusement pas été rendues publiques et ne sont pas disponibles en ligne.

1. On constate un phénomène comparable pour les travaux consacrés à la répartition des revenus et des patrimoines. Le développement des enquêtes auprès des ménages à partir des années 1950-1960 a sans doute retardé l'utilisation des données fiscales et administratives, qui malgré tous leurs défauts ont l'immense avantage de remonter jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle ou à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et de permettre des perspectives historiques de plus long terme. Voir T. PIKETTY, *Les Hauts Revenus en France au XX<sup>e</sup> siècle. Inégalités et redistributions (1901-1998)*, Grasset, 2001, p. 23-27 ; *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Seuil, 2013, p. 39-40.

Sarthe<sup>1</sup>. Comme Siegfried, Bois cherche à comprendre pourquoi les cantons de l'ouest du département votent beaucoup plus à droite que ceux de l'est sous la III<sup>e</sup> République (ainsi d'ailleurs que sous la IV<sup>e</sup>). Bois introduit toutefois un facteur explicatif supplémentaire, à savoir la profonde déception d'une large part des classes populaires rurales face à l'action de la Révolution française. Il montre notamment que les paysans de l'ouest du département, loin d'être soumis de toute éternité aux élites traditionnelles, étaient au contraire ceux qui s'exprimaient avec le plus de virulence dans les cahiers de doléances de 1789 et formulaient les revendications les plus vives à l'encontre du clergé et de la noblesse, notamment pour ce qui concerne les injustices fiscales et la redistribution des terres.

Or, sur ces deux points décisifs, les paysans vont être lourdement déçus. La philosophie générale des nouveaux pouvoirs issus de la Révolution française en matière fiscale est de réduire les impôts indirects (comme la gabelle, particulièrement impopulaire, ainsi que les divers droits d'octroi et taxes indirectes pesant notamment sur les villes) et de reporter la charge fiscale sur le nouveau système d'impôts directs, qui en pratique va reposer avant tout sur un impôt foncier assis de façon proportionnelle sur la valeur des terres agricoles et des biens immobiliers. Rien dans ce programme ne garantit que les paysans pauvres en sortent gagnants, compte tenu du fait que les nouvelles autorités refusent le principe de l'impôt progressif (c'est-à-dire appliquant des taux plus élevés aux élites rurales et urbaines qu'au reste de la population). En pratique, nombre d'entre eux vont constater des hausses d'impôts et de charges à partir de 1790-1791 et non les baisses espérées, d'autant plus que les propriétaires reportent souvent le nouvel impôt foncier sur les loyers agricoles. La déception va être plus forte encore sur la redistribution des terres, qui était véritablement l'enjeu central pour les paysans pauvres. Quand les propriétés de l'Église sont constituées en biens nationaux en 1790, l'enjeu prioritaire pour le pouvoir parisien est de renflouer les caisses de l'État, et non de redistribuer gratuitement les parcelles aux plus pauvres. Les biens de l'Église vont être mis aux enchères, et en pratique ce sont massivement les classes bourgeoises urbaines qui vont en bénéficier et accroître leur propriété foncière au grand dam des ruraux, plus modestes.

En utilisant notamment les procès-verbaux des assemblées électorales de la période révolutionnaire, Paul Bois démontre de façon convaincante que cette déception est notablement forte dans les cantons de l'ouest de la Sarthe, là où les terres ecclésiastiques (notamment celles des ordres monastiques,

1. Voir P. BOIS, *Paysans de l'Ouest. Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe*, Mouton, 1960.



particulièrement impopulaires, où les paysans nourrissaient bien des espoirs dans les cahiers de doléances) étaient historiquement les plus importantes. Le ressentiment face aux bourgeois urbains sera naturellement attisé par le clergé et la noblesse, qui auront beau jeu de dénoncer les hypocrisies du nouveau pouvoir, accusé de ruiner l'Église et ses œuvres sociales pour s'enrichir, le tout au nom de la justice et de l'égalité, comme il se doit. Quand les autorités de la capitale décréteront en février 1793 la levée en masse de trois cent mille nouveaux conscrits, les cantons de l'ouest basculeront dans la chouannerie. Ils en garderont une méfiance durable à l'encontre des élites républicaines venues des villes. À l'inverse, Bois démontre que les terres ecclésiastiques étaient historiquement peu nombreuses dans l'est de la Sarthe (où les propriétés nobiliaires étaient prédominantes et furent largement épargnées), si bien que le ressentiment fut beaucoup moins prononcé face aux bourgeois acquéreurs de biens nationaux et s'exprima davantage à l'encontre de la noblesse traditionnelle<sup>1</sup>. Dès avant la Révolution, les cantons de l'est étaient en outre plus fortement liés à la ville par une pluriactivité rurale d'artisans tisserands en plein développement, ce qui a contribué à nourrir une plus grande proximité avec le monde urbain et un vote plus favorable aux courants républicains.

L'ouvrage classique consacré en 1964 par Charles Tilly à l'insurrection vendéenne confirme les conclusions de Bois sur la profonde déception post-révolutionnaire d'une large partie des classes populaires rurales<sup>2</sup>. En l'occurrence, Tilly s'intéresse à un ensemble de cantons situés au sud d'Angers, dans le Maine-et-Loire, et en particulier au contraste saisissant entre les Mauges, à l'ouest du Layon, région révoltée par excellence, et le Saumurois, à l'est, fidèle à la République, auquel on peut rattacher le Val (rive sud de la Loire). En s'appuyant lui aussi sur les sources foncières et les procès-verbaux des assemblées électorales, Tilly confirme le rôle fondateur joué par la mise en vente des biens nationaux dans la formation des représentations politiques. La bourgeoisie urbaine parvient à mettre la main sur les terres ecclésiastiques de façon particulièrement écrasante dans les Mauges, où les paysans sont trop pauvres pour acheter quoi que ce soit, alors qu'un certain nombre d'entre eux réussissent à se porter acquéreurs dans le Val-Saumurois, région

1. En collectant davantage de données que Siegfried sur la répartition des terres dans les cantons de la Sarthe, Bois démontre en outre qu'une plus forte concentration nobiliaire de la terre peut dans certains cas nourrir le vote de gauche (et non le vote de droite, comme le pensait Siegfried). Nous reviendrons sur cette question à l'échelle nationale et nous confirmerons dans une large mesure les résultats de Bois et le caractère non systématique du lien trouvé par Siegfried. Voir chapitre 8.

2. Voir C. TILLY, *The Vendée: A Sociological Analysis of the Counterrevolution of 1793*, Harvard University Press, 1964 (*La Vendée. Révolution et contre-révolution*, Fayard, 1970).



historiquement plus prospère. Surtaxées sous l'Ancien Régime, les Mauges le restent en outre sous la Révolution, contrairement aux espoirs formulés dans les cahiers de doléances<sup>1</sup>. Tilly montre aussi que la pauvreté des Mauges conduit à l'exclusion d'une large part des paysans du processus électoral, ce qui renforce la mainmise des bourgeois urbains et des riches ruraux sur les assemblées et les fonctions électives. La conscription militaire de février 1793 achève d'insupporter les paysans des Mauges, qui réclament que ce soient les acquéreurs de biens ecclésiastiques qui partent en premier se battre à l'autre bout du pays et cessent de bénéficier de diverses exemptions. Dès les premiers jours du mois de mars, des colonnes de milliers de paysans prennent les armes contre le pouvoir parisien. Ce conflit brutal entre les campagnes et les villes continuera d'alimenter les ressentiments et le vote à droite des Mauges sous la III<sup>e</sup> République, alors que le Val-Saumurois se tiendra à l'écart de l'insurrection et votera par la suite pour les candidats républicains et pour la gauche<sup>2</sup>.

Sans nier l'influence électorale des élites et l'importance des phénomènes d'emprise et de capture analysés par Siegfried, phénomènes qui jouent un rôle central dans les processus politiques à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au XIX<sup>e</sup> siècle, comme d'ailleurs au XXI<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>, il nous semble que cette thèse de la déception postrévolutionnaire et plus généralement des « hypocrisies de la gauche » (et particulièrement de certaines « élites de gauche » ou de groupes perçus comme tels, ici la bourgeoisie urbaine bénéficiant de la Révolution), régulièrement accusée par la droite de se complaire dans des propos abstraits sur la justice sociale lui permettant au final de se donner le beau rôle tout en se servant elle-même, mérite d'être prise au sérieux. Ce type de discours a toujours sa part de vérité, et il convient avant tout d'analyser les conditions sociales et politiques de sa diffusion et de son efficacité, de même que pour les

1. Cela s'explique en partie par le refus de l'impôt progressif, qui aurait pu bénéficier à des régions pauvres comme les Mauges, ainsi que par le fait que les nouvelles autorités craignaient que le nouveau système fiscal (fondé notamment sur l'impôt foncier proportionnel) n'entraîne des redistributions trop importantes entre territoires, si bien qu'elles adoptèrent un système de contingents départementaux intermédiaires entre les impôts payés sous l'Ancien Régime et les impôts impliqués par les nouvelles assiettes en vigueur, avec une convergence très graduelle entre les deux systèmes.

2. De façon intéressante, l'équilibre économique et politique s'est inversé à la fin du XX<sup>e</sup> siècle et au début du XXI<sup>e</sup> siècle : le Val-Saumurois autrefois plus prospère que les Mauges a perdu ses emplois industriels et a basculé sur un fort vote FN puis RN, alors que les Mauges ont mieux réussi leur reconversion et continuent de soutenir la droite traditionnelle ou le centre-droit. Voir J. PRUGNEAU, E. BIOTEAU, « Une "frontière de l'Ouest intérieur". Cent ans après Siegfried, retour sur le Layon », in M. Bussi, C. Le Digol, C. Voillot (dir.), *Le Tableau politique de la France de l'Ouest...*, op. cit.

3. Voir J. CAGÉ, *Le Prix de la démocratie*, Fayard, 2018.

autres discours (en particulier ceux sur les hypocrisies des différentes droites et de leurs élites). Au-delà du cas de Siegfried, qui en bon républicain de la III<sup>e</sup> République triomphante tend à diaboliser le vote monarchiste ou conservateur (qui ne peut être que l'effet de l'emprise des élites) et à considérer que le vote républicain est le seul conforme aux intérêts des classes populaires (tout en se méfiant par ailleurs du vote socialiste), il existe depuis 1789 une tendance répétée à considérer le monde rural comme structurellement conservateur, éternellement soumis aux puissants et perpétuellement rétif au progrès et à la démocratie, alors que le monde urbain serait porteur des valeurs de modernité et de changement, de solidarité et de respect pour la différence. Ces préjugés sont d'autant plus répandus qu'ils ont été diffusés à la fois par la bourgeoisie urbaine et libérale, sûre de son bon droit et de la légitimité de sa mission civilisatrice face à des masses rurales jugées arriérées, et par une large partie des courants socialistes et ouvriers, persuadés que seul le prolétariat urbain était porteur de changements révolutionnaires, alors que la paysannerie serait vouée au conservatisme et à la soumission face aux élites anciennes et nouvelles.

Or de tels préjugés ne résistent pas à l'analyse. De façon générale, les révoltes paysannes ont joué un rôle central au XVIII<sup>e</sup> siècle dans le processus menant à la Révolution française puis dans son déroulé. L'abolition des privilèges décidée par l'Assemblée nationale lors de la nuit du 4 août doit beaucoup aux révoltes paysannes de l'été 1789, qui s'en prirent aux seigneurs et aux châteaux et commencèrent à brûler les titres de propriété qui s'y trouvaient, ce qui finit par convaincre les députés réunis à Paris qu'il fallait agir au plus vite et mettre fin aux institutions honnies du féodalisme. Ces révoltes font elles-mêmes suite à des décennies de rébellions paysannes, que le pouvoir divisé contrôle de moins en moins, en particulier au cours de l'été 1788, quand se pose enfin clairement la question des modalités de l'élection aux États généraux, dans une atmosphère quasi insurrectionnelle (occupations de parcelles et de biens communaux, violences antipropriétaires)<sup>1</sup>.

Si tant de paysans tournent le dos à la Révolution par la suite, ce n'est pas parce qu'ils seraient subitement devenus conservateurs. C'est parce qu'ils ont été profondément déçus dans leur espoir d'accéder à la propriété et de cesser de travailler pour les autres, et marqués par ce qu'ils perçoivent comme une

1. Voir J. NICOLAS, *La Rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale, 1661-1789*, Seuil, 2002, qui recense 87 rébellions antiseigneuriales entre 1730 et 1759 et 246 entre 1760 et 1789. Voir aussi G. LEMARCHAND, *Paysans et seigneurs en Europe. Une histoire comparée, XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*, Presses universitaires de Rennes, 2011, qui insiste sur le rôle des révoltes paysannes à l'échelle de l'Europe, en particulier au cours des années précédant la vague révolutionnaire de 1848.

hypocrisie insupportable de la part des élites urbaines soi-disant révolutionnaires qui ont pris la tête des événements. Cette déception fondatrice, bien étudiée par Boy et Tilly, est essentielle pour comprendre la formation initiale des structures partisans et électorales et leurs évolutions ultérieures. On notera aussi que l'on observe dans plusieurs régions un fort vote rural socialiste et communiste aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, en particulier lors des législatives de 1849 (vote rouge rural qui effraie beaucoup les propriétaires) puis dans l'entre-deux-guerres et dans l'après-guerre avec le vote PCF<sup>1</sup>. Cela rappelle que rien n'est figé : tout dépend de la façon dont les organisations politiques parviennent ou non à mobiliser les électors autour de projets collectifs. Nous verrons également que la participation électorale a été structurellement plus forte dans le monde rural depuis deux siècles, phénomène que l'on observe d'ailleurs dès la période révolutionnaire, ce qui montre que la demande de démocratie n'a jamais été limitée au monde des villes, bien au contraire. Les diverses classes populaires, moyennes ou aisées, rurales ou urbaines, ont toujours des raisons d'adopter tel ou tel comportement politique, et il importe avant tout de commencer par comprendre ces raisons, en 1789 comme en 2022, plutôt que de chercher d'emblée à les stigmatiser ou à les essentialiser.

*Multi-dimensionnalité et métamorphoses  
des clivages sociopolitiques : repenser le conflit politique  
à partir des classes géo-sociales*

C'est pourquoi nous insisterons dans cet ouvrage sur la multi-dimensionnalité des clivages sociopolitiques, depuis l'époque de la Révolution française jusqu'à nos jours, et sur la nécessité de comprendre les différents points de vue sur les conflits en cours. Pour résumer, la classe sociale existe et n'a jamais cessé de jouer un rôle déterminant dans la confrontation politique, mais pour être féconde elle doit être envisagée dans une perspective multidimensionnelle et spatiale. Pour l'analyse des évolutions des inégalités socio-économiques comme pour l'examen de la structure du conflit politique et de ses transformations, la notion pertinente de classe sociale correspond en réalité à une classe géo-sociale (ou socio-spatiale), dont les contours sont en permanence redéfinis par les processus économiques et surtout par les expériences politiques en cours et les leçons que chacun tire des événements. La notion de

1. Voir par exemple L. BOSWELL, *Le Communisme rural en France. Le Limousin et la Dordogne de 1920 à 1939*, Pulim, 2006. Voir aussi J. MISCHI, « Ouvriers ruraux, pouvoir local et conflits de classes », in *Campagnes populaires, campagnes bourgeoises*, Agone, n° 51, 2013/2, p. 8-33.

classe géo-sociale que nous utiliserons inclut naturellement la question de la relation au territoire et aux ressources naturelles, aux moyens de transport et aux sources d'énergie (en lien avec les analyses développées par exemple par Bruno Latour)<sup>1</sup>. Mais il s'agit d'une notion qui doit être comprise de façon plus large dans ses dimensions socio-économiques. Elle comprend notamment la question des inégalités d'accès aux transferts sociaux et aux services publics (écoles, hôpitaux, équipements sportifs et culturels, infrastructures publiques, etc.), celles de la détention des moyens de production, de la hiérarchie des salaires et des revenus, de l'accès à la propriété et au logement, de la justice fiscale et sociale, autant de sujets qui ont une dimension territoriale forte.

Au sein du monde rural comme du monde urbain, les disparités entre classes sociales apparaissent ainsi comme multiples et changeantes, en fonction notamment du secteur d'activité, de ce que les différents groupes possèdent et de la façon dont ils s'insèrent dans le tissu social et spatial, de leurs espoirs et de leurs attentes. Au-delà des déclarations d'intention de portée générale (fin des privilèges, mise en place d'un système fiscal plus juste et d'une meilleure répartition des richesses et des chances), les gouvernements successifs se retrouvent à devoir faire des arbitrages complexes et à créer d'innombrables frustrations dès lors qu'ils exercent effectivement le pouvoir, à l'image des nouvelles autorités issues de la Révolution de 1789. D'emblée, le conflit politique fondamental n'est pas unidimensionnel (pauvres contre riches). Il est au moins bidimensionnel (pauvres contre riches, ruraux contre urbains), avec des perceptions du monde et des attentes très différentes parmi les classes populaires rurales et les classes populaires urbaines, les premières ayant souvent tendance à craindre d'être négligées par rapport aux secondes (non sans quelques bonnes raisons parfois), ainsi d'ailleurs que parmi les classes aisées rurales et urbaines. Ce conflit bidimensionnel définit immédiatement une structure comptant au moins quatre grandes classes géo-sociales et non deux (ruraux pauvres, ruraux riches, urbains pauvres, urbains riches), sans compter les classes intermédiaires, ce qui multiplie d'autant les coalitions possibles et les différentes formes de bipartition ou de tripartition. On peut même avancer que le conflit initial issu de la Révolution est plutôt tridimensionnel (au minimum), car l'expérience des classes populaires rurales n'est pas la même suivant qu'elles ont eu à faire face historiquement à des propriétaires ecclésiastiques (dont les biens seront souvent acquis par la bourgeoisie urbaine

1. Voir notamment B. LATOUR, N. SCHULTZ, *Mémo sur la nouvelle classe écologique. Comment faire émerger une nouvelle classe écologique consciente et fière d'elle-même*, La Découverte, 2022.

après 1789, d'où des ressentiments particuliers contre le monde des villes) ou à des propriétaires nobles (ce qui suivant l'attitude de la noblesse locale et le devenir des mobilisations successives a pu contribuer à nourrir différents positionnements politiques).

Cette complexité initiale a subi de multiples transformations depuis deux siècles, à la mesure des profondes mutations sociales, économiques et politiques qu'a connues le pays depuis 1789. La structure d'ensemble a toutefois conservé certains de ses aspects originels. Les sentiments d'abandon, par exemple face à l'absence de services publics en zone rurale, les difficultés d'accès à la propriété et à la richesse, les accusations d'hypocrisie formulées à l'encontre des différents camps ont continué de jouer un rôle structurant. Par moments, en particulier pendant les périodes de bipolarisation au cours du <sup>xx</sup> siècle, certains mouvements politiques ont réussi à convaincre les classes populaires rurales et urbaines que ce qui les rassemble est plus important que ce qui les divise et à imposer ainsi un conflit de type classiste. Mais de façon générale, la méfiance du monde rural face à celui des cités est restée très forte. En 1793, la paysannerie craint d'être spoliée par le monde des villes, en particulier par la bourgeoisie urbaine. En 1848 et en 1871, les électeurs ruraux prêtent aux enragés urbains et aux nouveaux prolétaires les pires projets : destruction de la propriété privée à laquelle ils aspirent, remise en cause de la famille et de la religion. En 2022, les électeurs des villages et des bourgs attribuent à ceux des banlieues et des métropoles des intentions à peine plus rassurantes : quotas ethniques, privilèges urbains, fin de la police, assistanat, islamo-gauchisme et wokisme. Cette immense incompréhension a souvent quelque chose d'excessif, mais elle a toujours ses raisons, enracinées dans des disparités socio-économiques et des visions du monde contradictoires qui doivent être analysées au grand jour. Elle fait le plus souvent le jeu des élites, qui peuvent tirer profit de ces affrontements pour se maintenir au pouvoir et perpétuer une inégalité élevée, au <sup>xix</sup> siècle comme en ce début de <sup>xxi</sup> siècle. Dans l'absolu, on peut toujours imaginer après coup des plateformes programmatiques qui auraient pu permettre de mieux rassembler les électorsats populaires ruraux et urbains aux différentes périodes. Mais la tâche est de toute évidence plus complexe dans la réalité contemporaine que dans l'analyse rétrospective. Notre premier objectif sera d'abord de comprendre les raisons de ces divisions et les logiques présidant à leurs transformations, en espérant naturellement que cela puisse contribuer à renouveler les perspectives sur les crises du présent.

Notre analyse s'inspire aussi des travaux des politistes Seymour Lipset et Stein Rokkan, qui ont proposé dès les années 1960 d'analyser les systèmes de partis et leur évolution au travers d'une vision multidimensionnelle

des clivages électoraux. Leur classification repose sur l'idée selon laquelle les sociétés modernes ont été marquées par deux grandes révolutions : la révolution nationale – au travers de la construction d'un pouvoir étatique centralisé et de l'État-nation –, et la révolution industrielle. Selon eux, ces deux révolutions ont donné lieu à quatre grands clivages politiques, avec une importance variable suivant les pays : le clivage entre le centre et la périphérie (les régions centrales ou proches de la capitale et les régions se percevant comme périphériques) ; le clivage entre l'État centralisé et les Églises ; le clivage entre les secteurs agricoles et industriels ; et enfin le clivage autour de la propriété des moyens de production opposant les travailleurs aux employeurs et aux propriétaires<sup>1</sup>. Il faudrait ajouter aujourd'hui le clivage migratoire et identitaire, le clivage autour de la mondialisation et de l'intégration économique internationale, et bien sûr le clivage autour de l'environnement et du réchauffement climatique. Là encore, nous tenterons à chaque fois de comprendre comment les différentes caractéristiques socio-économiques contribuent à structurer des visions du monde et des attentes contradictoires sur ces multiples questions.

*Une hypothèse centrale :  
le conflit classiste permet la marche vers l'égalité*

Pour autant, nous n'avons pas l'intention, dans cet ouvrage, de nous contenter de renvoyer dos à dos toutes les croyances et tous les discours. Le fait de comprendre les différents points de vue n'interdit pas de tenter d'analyser dans quelle mesure les différentes configurations électorales ont contribué au bon fonctionnement démocratique et plus généralement au processus de développement social, économique et politique du pays. En l'occurrence, l'hypothèse centrale explorée dans ce livre est que la configuration bipolaire gauche/droite de type classiste est la plus favorable, du point de vue aussi bien du fonctionnement démocratique que du développement socio-économique. En particulier, nous verrons que la tendance à la bipolarisation observée pendant une large part du xx<sup>e</sup> siècle, de 1900-1910 jusqu'en 1990-2000, et particulièrement entre 1958 et 1992, s'est accompagnée d'une forte participation électorale et d'un mouvement puissant vers une grande égalité socio-économique, mouvement qui a été inséparable historiquement de celui

1. Voir S. LIPSET, S. ROKKAN, « Cleavage Structures, Party Systems and Voter Alignments: An Introduction », in *Party Systems and Voter Alignments: Cross-national Perspectives*, Free Press, 1967.

vers une plus grande prospérité collective. Elle correspond à des phases où les divisions spatiales tendent à s'effacer derrière les divisions sociales, et où les unes et les autres tendent à s'atténuer. À l'inverse, les phases de tripartition observées au XIX<sup>e</sup> siècle ou en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle s'accompagnent d'une participation inégale (à l'image de la chute observée au cours des décennies récentes, inédite depuis deux siècles), d'inégalités élevées et d'une relative stagnation sociale et économique.

Pour résumer, la bipartition et le conflit classiste permettent à la démocratie de fonctionner et de poursuivre la marche vers l'égalité et le progrès social et économique<sup>1</sup>. À l'inverse, la tripartition se nourrit souvent d'une division des classes populaires sur la base de conflits spatiaux et identitaires, ce qui tend à empêcher les alternances démocratiques apaisées et à entraver le mouvement vers l'égalité et la résolution des enjeux concrets qui se posent.

Précisons d'emblée que toutes les configurations électorales (bipartition, tripartition, quadripartition, etc.) ont leurs avantages et inconvénients, et surtout qu'elles ont leurs raisons et leurs logiques propres, si bien que cela n'aurait aucun sens de les hiérarchiser de façon stricte. L'hypothèse centrale présentée dans cet ouvrage nous semble la plus cohérente avec les matériaux historiques dont nous disposons, et nous tenterons de soupeser patiemment tous les éléments poussant dans cette direction ou dans des directions alternatives. Mais elle doit être regardée comme une hypothèse historique, raisonnable et étayée, et non comme une loi absolue et intangible. Les sciences sociales sont avant tout des sciences historiques ; ce ne sont pas des sciences expérimentales et on ne va donc pas rejouer l'histoire électorale et politique des deux siècles écoulés en remplaçant la bipartition par la tripartition ou inversement. Dans l'absolu, on pourrait très bien imaginer un monde démocratique où la bipartition et la tripartition auraient toutes deux disparu sous leur forme actuelle, et où les différences d'opinions et de croyances dépendraient entièrement du processus délibératif lui-même et non plus des caractéristiques socio-économiques. Mais rien de tout cela ne semble pouvoir se matérialiser à horizon visible. Les opinions politiques ne sont certes jamais réductibles aux déterminants socio-économiques. Elles dépendent toujours pour une large part de l'expérience subjective et intime de chacun,

1. Soulignons au passage que, contrairement à ce qu'avancent les théoriciens du populisme comme Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, l'approche classiste et multidimensionnelle de l'opposition entre les plus modestes et les plus favorisés est une grille de lecture plus pertinente des inégalités sociales que celle qui consisterait à simplement opposer des « adversaires » séparés par des frontières purement politiques et non socio-économiques. En particulier, l'approche classiste permet d'envisager, par la mise en place de politiques économiques et sociales appropriées et clairement explicitées, le dépassement des antagonismes.



des rencontres et des échanges, des espoirs et de la vision du monde qui en découlent. Il reste que les variables socio-économiques individuelles, entendues au sens large (taille d'agglomération et de commune, secteur d'activité et profession, niveau de propriété et de revenu, âge et genre, éducation et diplôme, religion et origine, etc.), n'ont rien perdu de leur importance depuis deux siècles – bien au contraire. Nous verrons que leur pouvoir explicatif a même eu tendance à s'accroître dans les dernières décennies. Cela n'a rien d'étonnant et ne doit pas être interprété comme un signe d'égoïsme ou de repli sur soi : il est légitime que les multiples expériences sociales contribuent à nourrir des visions du monde différentes que chacun apporte ensuite à la table de la délibération démocratique et de la confrontation électorale, notamment dans des périodes d'intenses transformations.

De ce point de vue, l'immense avantage d'un conflit bipolaire gauche/droite de type classiste, opposant à titre principal les classes populaires aux classes aisées, ou bien les classes les plus défavorisées aux classes les moins défavorisées, définies par exemple par leur niveau de capital immobilier et financier, de revenu ou de diplôme, indépendamment de leurs origines géographiques ou culturelles, est qu'il offre du « grain à moudre ». Autrement dit, les conflits intermédiés par la classe sociale sont potentiellement solubles dans la redistribution et la transformation économiques et sociales, qu'il s'agisse de la redistribution des revenus, des salaires ou de la propriété, la circulation et le partage du pouvoir, l'amélioration des conditions de travail et de la participation, l'accès égalitaire à l'éducation et à la santé. Il n'est certes jamais simple de fixer le curseur au bon niveau sur ces différentes questions. Mais une confrontation démocratique assumée entre plusieurs partis classistes apportant des points de vue et des expériences complémentaires peut y contribuer. Si le conflit classiste a quelque chose de sain, ce n'est évidemment pas parce que le bloc populaire aurait toujours raison face au bloc bourgeois (ou inversement). Il arrive que le bloc populaire veuille aller trop loin dans la redistribution, ou que le bloc bourgeois soit trop timoré. Il existe aussi et surtout d'innombrables variations dans la façon de structurer la redistribution et d'organiser le régime de propriété et le système fiscal, le système éducatif et le régime foncier, le système de santé et le régime de retraite, et ainsi de suite. Face à une telle complexité, l'expérience historique suggère qu'une confrontation démocratique entre deux coalitions définies sur une base principalement classiste peut permettre de dégager des solutions et d'avancer dans la construction d'un nouveau système social et économique, dans le cadre d'une dialectique motrice.

Par comparaison, la tripartition de la vie politique s'accompagne souvent d'une division des classes populaires rurales et urbaines autour de conflits



identitaires fondés sur les origines géographiques ou les identités ethniques ou religieuses. Le problème est que de tels conflits n'admettent souvent pas d'autre solution que l'exacerbation du conflit lui-même ou le terrassement d'un camp par l'autre. Cela peut conduire à des impasses politiques, par exemple à des situations où les classes favorisées se maintiennent au pouvoir en jouant des divisions entre ces deux camps, ou plus généralement à des blocages empêchant de trouver des solutions aux grands enjeux socio-économiques du moment (inégalités, éducation, environnement, sécurité, etc.). Précisons toutefois qu'il serait erroné de renvoyer tous les conflits « identitaires » à une forme de tribalisme sans issue. La prise en compte raisonnée des multiples formes de différences socioculturelles et ethno-religieuses exige parfois l'invention de nouvelles politiques fondées sur le respect de la diversité et des règles communes, la lutte contre les discriminations et le besoin partagé de sécurité individuelle et collective. De même, il serait absurde de renvoyer toute forme de clivage rural/urbain à un conflit de type identitaire. Ainsi que nous l'avons déjà noté, le conflit rural/urbain a souvent pour origine des incompréhensions, des frustrations et des hypocrisies socio-spatiales qui doivent être examinées de près et admettent généralement des solutions socio-économiques, par exemple par une réorganisation des services publics et une meilleure répartition des infrastructures médicales et éducatives sur le territoire. Au-delà de la question de la bipartition et de la tripartition, nous tenterons avant tout de mieux comprendre les multiples dimensions du conflit politique et les raisons pour lesquelles les différentes classes sociales ont adopté tel ou tel comportement électoral en France depuis deux siècles.

Insistons enfin sur le fait que toutes les hypothèses et interprétations présentées ici méritent naturellement une ample discussion. Notre objectif dans ce travail est d'ouvrir le débat, sur une base empirique et historique renouvelée, et en aucune façon de le fermer. Nous espérons que les interprétations défendues dans cet ouvrage ainsi que les données mises en ligne permettront à chacun de préciser ses propres hypothèses et contribueront à nourrir à l'avenir l'indispensable confrontation démocratique sur ces questions complexes.

### *Plan du livre*

La suite de cet ouvrage est composée de quatre parties et de quatorze chapitres. La première partie, intitulée « Classes et territoires : les inégalités socio-spatiales en France depuis la Révolution », est formée de quatre chapitres. L'objectif de cette première partie est de commencer par poser le

cadre général en termes d'inégalités socio-spatiales qui sera mobilisé dans les parties suivantes pour étudier les transformations des comportements électoraux. Le chapitre 1 analyse ce qui est sans doute l'évolution structurelle la plus frappante, à savoir l'existence d'une marche limitée mais réelle vers une plus grande égalité sociale en France depuis la Révolution, aussi bien sur le plan du droit de vote et de l'égalité politique que sur celui de la répartition des richesses et de l'égalité socio-économique. Le chapitre 2 introduit les dimensions spatiales et montre que cette marche limitée vers l'égalité dans le long terme s'inscrit dans le contexte d'une polarisation croissante de la population et d'une remontée des inégalités territoriales au cours des dernières décennies. Le chapitre 3 analyse les métamorphoses et la persistance des inégalités éducatives, ainsi que le rôle structurant du clivage public/privé et de la question religieuse. Enfin, le chapitre 4 introduit les nouveaux clivages identitaires liés aux origines et leur interaction avec les autres dimensions.

La deuxième partie, intitulée « Essor et déclin de la mobilisation démocratique : la participation électorale en France, 1789-2022 », se compose de trois chapitres. Le chapitre 5 commence par étudier l'évolution générale de la participation électorale depuis la Révolution, en examinant tour à tour les trois grandes catégories de scrutins nationaux analysés dans cet ouvrage, à savoir les élections législatives, les scrutins présidentiels et les référendums. Le chapitre 6 s'intéresse aux déterminants socio-économiques de la participation dans le cadre des élections législatives menées de 1848 à 2022, en insistant sur l'existence d'une participation rurale structurellement plus forte depuis deux siècles (avec d'intéressantes exceptions) et sur le décrochage inédit de la participation des communes les plus pauvres relativement aux plus riches depuis les années 1980-1990 (phénomène largement inconnu auparavant). Le chapitre 7 étend cette analyse au cas de la participation aux scrutins présidentiels et aux référendums.

La troisième partie, intitulée « Entre bipolarisation et tripartition : deux siècles d'élections législatives en France », propose une analyse générale des déterminants socio-économiques du vote pour les différents courants politiques aux élections législatives de 1848 à 2022. Le chapitre 8 commence par donner de premiers repères sur la structure générale des coalitions et des familles politiques telles qu'elles se sont exprimées dans les scrutins législatifs depuis 1848. Le chapitre 9 se penche de façon plus détaillée sur les structures socio-économiques du vote lors de ce que l'on peut appeler la première grande période de tripartition (1848-1910). Puis le chapitre 10 analyse le difficile processus de construction d'un système fondé sur la bipolarisation gauche/droite au cours de la période 1910-1992. Le chapitre 11 étudie enfin

les tendances vers une nouvelle forme de tripartition entre 1992 et 2022 et analyse les différents scénarios d'évolutions futures.

La quatrième partie, intitulée « Entre démocratie représentative et démocratie directe : les clivages politiques dans les scrutins présidentiels et référendaires », étudie le rôle des élections présidentielles et des référendums dans les transformations des déterminants socio-économiques du vote. Le chapitre 12 analyse tout d'abord le cas de l'élection présidentielle de 1848 et de sa réinvention entre 1965 et 1995, puis le chapitre 13 étudie les métamorphoses des scrutins présidentiels de 2002 à 2022. Le chapitre 14 analyse enfin le rôle des référendums dans les transformations des clivages électoraux et socio-économiques, en insistant notamment sur le rôle des référendums européens de 1992 et 2005, qui ont été un puissant catalyseur du mouvement vers la tripartition des dernières décennies, ce qui nous conduira à revenir sur la question des possibles évolutions à venir.

Afin d'alléger la lecture, seules les sources et références principales sont citées dans le texte et les notes de bas de page. Les lectrices et lecteurs souhaitant obtenir des informations détaillées sur l'ensemble des sources et des méthodes utilisées dans ce livre sont invités à consulter le site [unehistoireduconflitpolitique.fr](http://unehistoireduconflitpolitique.fr), où elles et ils trouveront également l'intégralité de la base de données électorales et socio-économiques constituée dans le cadre de cette recherche, ainsi que de nombreux matériaux supplémentaires. En particulier, chacun pourra y télécharger la totalité des graphiques, tableaux et cartes présentés dans l'ouvrage, ainsi que toutes les séries correspondantes et toutes les informations et tous les codes informatiques permettant de les reproduire, des sources brutes aux séries finales. Des centaines de graphiques et cartes supplémentaires sont également disponibles, ainsi qu'une interface permettant à chacun d'explorer les données à sa guise, par exemple en réalisant des cartes et des graphiques indiquant l'évolution de la structure du vote et du niveau de richesse pour la commune de son choix au cours des deux derniers siècles. La base de données et les outils proposés seront régulièrement mis à jour, et nous remercions par avance les utilisateurs qui voudront bien nous faire part sur l'interface prévue à cet effet de leurs éventuelles observations, réactions et suggestions en vue de possibles améliorations.

## CONCLUSION

Nous avons tenté dans ce livre d'écrire une histoire du conflit politique à partir du laboratoire français. La France a connu une vie politique et électorale riche et mouvementée de 1789 à 2022, et offre ainsi un point d'observation particulièrement pertinent sur les espoirs et les chemins complexes empruntés par l'idée démocratique au cours des deux derniers siècles. Nous avons en outre eu la chance de pouvoir nous appuyer sur des archives électorales françaises exceptionnellement riches et bien conservées depuis l'époque de la Révolution. Les sources et les méthodes ainsi mobilisées nous ont permis d'analyser de façon approfondie la structure sociale de la participation et du vote pour les différents courants politiques observés au niveau des 36 000 communes lors de l'ensemble des scrutins législatifs et présidentiels menés de 1848 à 2022, ainsi qu'à l'occasion des principaux référendums organisés de 1793 à 2005. Ces matériaux nous ont également conduits à dégager plusieurs conclusions de portée plus générale pour l'étude du conflit politique dans d'autres pays en Europe, aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Pour autant, il nous faut de nouveau insister sur le fait que toutes nos hypothèses interprétatives doivent être considérées pour ce qu'elles sont : des pistes raisonnables et étayées, mais qui n'en demeurent pas moins fragiles et provisoires, à la mesure de la complexité des questions traitées et des processus sociohistoriques qu'elles impliquent. Nous espérons avant tout que le lecteur-citoyen y trouvera matière à approfondir ses propres réflexions, et que cet ouvrage contribuera à susciter de nouvelles recherches sur ces questions.

*Repenser les dimensions du conflit politique  
et le rôle des classes sociales*

Le principal résultat de notre recherche est sans doute le suivant : la classe sociale n'a jamais été aussi importante qu'aujourd'hui pour comprendre les comportements de vote. Il s'agit selon nous d'une conclusion optimiste, au sens où les conflits politiques et électoraux sont déchiffrables et admettent des solutions socio-économiques. Pour le dire autrement, nous nous inscrivons en faux contre l'idée selon laquelle les conflits politiques du temps présent seraient devenus illisibles, dominés par l'épuisement démocratique, les affrontements identitaires et communautaires, une perte de confiance généralisée, ou encore le règne de la postvérité. Le conflit politique n'oppose pas le camp de la raison à celui de la déraison : aujourd'hui comme hier, il oppose des intérêts et des aspirations socio-économiques contradictoires. Son dépassement passe par l'alternance démocratique et la poursuite de la transformation du système socio-économique, processus qui a déjà été largement engagé au cours des deux derniers siècles et ne va pas s'arrêter aujourd'hui – quoi que puissent en penser les conservateurs de toutes les époques. Certes, les difficultés existent et l'épuisement électoral menace, notamment en France, où la participation est tombée au-dessous de 50 % lors du scrutin législatif de 2022 (alors qu'elle se situait autour de 70 à 80 % de 1848 jusqu'aux années 1980-1990), avec à la clé une progression inédite de l'écart de participation entre communes riches et pauvres, qui a atteint un niveau inconnu depuis deux siècles. La scène politique hexagonale se caractérise en outre au début des années 2020 par une tripartition particulièrement instable, avec trois blocs de taille comparable et largement irréconciliables, ce qui peut surprendre pour un pays qui a inventé la bipolarisation gauche/droite il y a plus de deux siècles.

Pourtant, si l'on examine les choses de plus près, on constate que ces divisions correspondent à des clivages extrêmement marqués et prévisibles sur le plan socio-économique. Le vote pour le bloc libéral central croît massivement avec le niveau de richesse de la commune, au point qu'il apparaît comme l'un des votes les plus bourgeois de toute l'histoire électorale française. À l'inverse, le bloc de gauche rassemble le vote populaire des métropoles et des banlieues, et le bloc de droite le vote populaire des bourgs et des villages, avec dans les deux cas des électors caractérisés par des insertions spécifiques au sein de la structure productive et professionnelle. La question des origines étrangères joue à l'inverse un rôle secondaire, dès lors que l'on contrôle par exemple pour le revenu ou la profession. Pour finir, c'est bien la classe

sociale qui détermine le vote, à condition toutefois d'envisager cette dernière dans une perspective multidimensionnelle. En particulier, la classe sociale est toujours une classe géo-sociale : elle ne se mesure pas seulement par la relation à la richesse, mais également par une insertion particulière dans le tissu territorial et productif.

Or le fait est qu'il ne s'agit pas là d'une réalité nouvelle. Au début de la III<sup>e</sup> République, on observe également une très forte division entre les classes populaires urbaines et rurales, ouvrières et paysannes, division qui nourrit en grande partie la tripartition des années 1880 et 1890, avec les socialistes et radicaux-socialistes à gauche, les républicains modérés et opportunistes au centre et les conservateurs et monarchistes à droite. Ce n'est qu'à la suite d'un long processus politique et programmatique que les intérêts et aspirations du monde urbain et rural ont pu être rapprochés et que le clivage social a pu l'emporter sur le clivage territorial, permettant ainsi le triomphe de la bipolarisation gauche/droite pendant l'essentiel du XX<sup>e</sup> siècle. Si la tripartition a pu de nouveau se développer en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, c'est en partie du fait du manque de renouvellement programmatique des forces politiques en présence face aux nouveaux défis sociaux, internationaux et environnementaux, avec à la clé une nouvelle division entre classes populaires urbaines et rurales, d'une ampleur inconnue depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Cela s'explique aussi par la complexification croissante de la structure de classe, caractéristique d'un État social avancé aux prises avec une concurrence internationale débridée.

Pour résumer, la bipolarisation gauche/droite centrée sur le clivage social est toujours une construction sociohistorique spécifique reposant sur des stratégies particulières, et en l'occurrence une construction qui a permis au cours du XX<sup>e</sup> siècle d'organiser efficacement la confrontation électorale et de structurer un mouvement sans précédent vers une plus grande égalité sociale et une plus forte prospérité économique. La tripartition peut au contraire se lire comme une forme de rente permettant à un bloc opportuniste de se maintenir au pouvoir à moindre risque tout en arrêtant le mouvement vers l'égalité sociale au point où son égoïsme s'est fixé.

*Sortir de la tripartition pour retrouver  
la possibilité d'alternances démocratiques*

Il s'agit là de notre seconde conclusion essentielle : si elle se renouvelle suffisamment vite dans son contenu programmatique, alors la bipolarisation gauche/droite a l'immense mérite de permettre la mise en place d'alternances démocratiques à répétition et de nourrir une dialectique politique motrice et

féconde, là où la tripartition favorise au contraire le maintien au pouvoir d'un centre aux certitudes électorales telles qu'il semble manquer d'une force de rappel démocratique. Là aussi, les leçons de l'analyse historique conduisent à un optimisme raisonné : la tripartition est structurellement instable et n'est pas appelée à perdurer sous sa forme actuelle ; la réapparition de la bipolarisation sous une forme renouvelée pourrait survenir plus rapidement qu'on ne l'imagine parfois. Lors de l'épisode précédent de tripartition, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les républicains opportunistes ont très vite été fragilisés par l'étranglement de leur base électorale et les accusations d'égoïsme social les concernant. Revenant sur cette période en 1904, Jean Jaurès note avec son acuité habituelle la nocivité de la tripartition, la « grande confusion » qui en découle sur le plan démocratique, et aussi sur la fragilité d'une telle situation<sup>1</sup>. De fait, le bloc libéral central actuel est déjà considérablement affaibli par les mêmes reproches que les « opportunistes » du XIX<sup>e</sup> siècle. Il pourra difficilement se maintenir au pouvoir sans élargir sa base sociale en direction de l'un ou l'autre bloc, sans doute de la droite. Au final, l'évolution la plus probable et dans une large mesure la plus souhaitable du système politique français est celle de la montée en puissance d'une nouvelle forme de bipolarisation gauche/droite, opposant d'un côté un bloc social-écologique à l'assise populaire élargie et de l'autre un bloc libéral-national issu du rapprochement des tendances les plus libérales et bourgeoises des deux autres blocs.

L'expérience historique et comparative suggère toutefois qu'une telle trajectoire est loin d'être la seule possible. En particulier, elle dépend de la capacité du bloc social-écologique à s'unir, à délibérer et à trancher démocratiquement les différends en son sein, tant sur les programmes que sur les personnes. S'agissant de la base programmatique, il paraît indispensable de placer au cœur de l'analyse le très fort sentiment d'abandon qui s'est

1. Dans « Le socialisme et le radicalisme en 1885 », texte d'introduction au premier tome de ses *Discours parlementaires* publiés en 1904, Jaurès dresse un éloquent réquisitoire contre la tripartition, soulignant la grande confusion provoquée par la double opposition – des radicaux d'une part, et de la droite de l'autre – au Parti républicain, sur la question coloniale comme sur celle de la politique religieuse et fiscale. Jaurès note ainsi que le grand malheur des radicaux « fut que leur opposition, inspirée des principes de la pure démocratie, se grossit de toutes les haines, de toutes les perfidies de la réaction », avant d'ajouter : « La droite faussait, en s'y mêlant, les effets de l'opposition radicale », créant ainsi « une sorte de désordre chronique et d'instabilité fondamentale funeste à la République. De plus, par ses rencontres fréquentes en des questions ambiguës avec l'extrême gauche démocratique, elle créait un état d'esprit démagogique ; elle habitait le pays à ces confusions déplorables où les partis les plus contraires semblent groupés sous les mêmes formules, et qui préparent les peuples à la confusion suprême, à la suprême tricherie du césarisme démagogue et réacteur. » Confusions déplorables : on ne dirait pas mieux aujourd'hui pour qualifier l'utilisation à toutes les sauces du terme « populisme ».



développé depuis les années 1980 et 1990 au sein des bourgs et des villages, aussi bien pour ce qui est de l'accès aux services publics et aux infrastructures de transports, hospitalières et éducatives, que pour ce qui concerne la perception d'une concurrence commerciale internationale et européenne néfaste et orchestrée avant tout au bénéfice des urbains. Le point central est que les enjeux sont avant tout socio-économiques et exigent une réponse ambitieuse et adaptée sur ce terrain. Si une réponse appropriée n'est pas apportée, alors la prolongation d'une tripartition plus ou moins chaotique n'est pas impossible, pas davantage que la transition périlleuse vers une bipolarisation à la polonaise opposant un bloc social-national à un bloc libéral-progressiste, avec à la clé un fort risque de durcissement des tensions et de non-résolution des défis sociaux et climatiques à venir.

### *Au-delà des élections nationales, au-delà du cas français*

Parmi les multiples limitations de cet ouvrage, la principale est sans nul doute que nous nous sommes concentrés sur les élections menées dans un seul pays, la France, et en l'occurrence sur les scrutins législatifs, présidentiels et référendaires organisés depuis la Révolution. Ce travail mériterait d'être étendu dans deux directions principales : au-delà des élections nationales d'une part, et au-delà du cas français de l'autre.

Tout d'abord, s'il y a une certaine logique à se focaliser sur les scrutins nationaux, il faut cependant souligner que ce choix n'en implique pas moins un rétrécissement important de la perspective et de la réflexion. Comme l'ont notamment montré les travaux d'Edelstein, c'est d'abord au niveau des élections municipales et départementales que la démocratie électorale a atteint ses plus hauts niveaux de participation et a fait ses premiers pas dans les années 1790, à un moment où les scrutins législatifs étaient organisés suivant un mode d'élection à deux degrés excluant largement les classes populaires, ce qui a d'ailleurs contribué à attiser une méfiance durable dans le système représentatif national. Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, la démocratie municipale et départementale a également joué un rôle central, particulièrement au cours des périodes où les scrutins législatifs nationaux ont été marqués par le repli censitaire ou autoritaire. Une étude systématique des élections municipales et départementales depuis la Révolution jusqu'à nos jours aurait un immense intérêt et ouvrirait des perspectives différentes et complémentaires à celles développées ici, en particulier concernant le rôle des nuances politiques et des candidats indépendants lors de ces élections. L'analyse des scrutins menés à l'échelon régional et européen depuis les

années 1970 et 1980 aurait également un grand intérêt, en lien avec les scrutins similaires conduits dans les autres pays<sup>1</sup>. Enfin, les scrutins législatifs organisés dans le cadre des monarchies censitaires de 1815 à 1848 puis du Second Empire de 1852 à 1870 – que nous avons choisi de laisser de côté dans ce travail –, mériteraient également une étude séparée et approfondie.

Nous avons également fait le choix dans le cadre de cette recherche de nous concentrer sur les scrutins menés sur le territoire de la France métropolitaine, à l'exclusion en conséquence des élections qui se sont tenues dans le cadre de l'empire colonial et des territoires d'outre-mer. De multiples scrutins ont pourtant été organisés sous l'autorité de l'État français en dehors du territoire hexagonal depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, d'abord à La Réunion, en Guadeloupe et en Martinique à partir de 1848 et dans les « quatre communes » du Sénégal à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, puis dans un nombre croissant de territoires coloniaux au début du XX<sup>e</sup> siècle et dans l'entre-deux-guerres, et enfin dans la quasi-totalité de l'Union française de 1946 à 1962. Dans cette dernière phase, les élections au sein de l'empire mettent en jeu des règles particulièrement complexes et peu étudiées, avec à la clé des électors séparés pour les colons et les colonisés, des ratios très inégaux de représentation parlementaire et des processus spécifiques de mobilisation politique et électorale qui mériteraient une étude approfondie<sup>2</sup>. Une telle analyse aurait dépassé de beaucoup le cadre de cet ouvrage et justifierait une recherche à part entière, en lien avec les trajectoires politiques et électorales observées après les indépendances et dans les autres contextes impériaux et coloniaux.

Nous espérons également que notre travail contribuera à stimuler des recherches historiques similaires dans d'autres pays, par exemple aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Suède, en Inde ou au Brésil. De façon générale, les résultats électoraux au niveau communal semblent avoir été bien conservés et archivés dans la plupart des pays ayant organisé des élections, et ces données pourraient être numérisées et exploitées en lien avec les différentes données socio-démographiques disponibles au niveau local, en provenance notamment des recensements et des diverses sources administratives, fiscales ou éducatives. S'il semble difficile dans la majorité des cas de remonter aussi loin dans le temps que pour l'Hexagone, où le suffrage universel (masculin) s'est appliqué de façon particulièrement précoce et où l'unité territoriale et administrative a permis une conservation exceptionnellement

1. Nous avons mené des analyses générales des structures de vote pour les principaux partis politiques et blocs électoraux lors des scrutins régionaux et européens récents et constaté que les clivages socio-économiques prenaient en première approximation des formes similaires à celles observées lors des législatives et des présidentielles.

2. Voir à ce sujet les ouvrages de Cooper et Cogneau déjà cités.

complète des différents documents depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, on peut néanmoins espérer pour la plupart des pays rassembler des sources remontant au minimum à la fin du XIX<sup>e</sup> ou au début du XX<sup>e</sup> siècle. Cela permettrait de développer des perspectives plus longues que celles autorisées par les enquêtes postélectorales, qui n'existent dans aucun pays avant les années 1940-1950 (et souvent pas avant les années 1970 ou 1980 sous une forme satisfaisante), et qui en tout état de cause reposent toujours sur des tailles d'échantillon trop limitées pour permettre des analyses suffisamment fines des clivages sociaux et territoriaux<sup>1</sup>.

Une perspective explicitement comparative permettrait de beaucoup mieux comprendre les transformations des structures sociales et territoriales des électorats mises au jour dans le cas français. Si la forme particulière prise actuellement par la tripartition électorale en France doit beaucoup aux spécificités de l'histoire politique hexagonale et à son système électoral, il semblerait que l'on observe des formes comparables de tripartition politico-idéologique dans de nombreux pays, avec un bloc libéral central rassemblant des électeurs plus bourgeois que la moyenne et un électorat populaire divisé entre la gauche et la droite, en lien notamment avec des inscriptions différentes dans la structure territoriale du pays (territoires délaissés des métropoles et des banlieues contre territoires délaissés des bourgs et des villages des *flyover counties*, ces régions que les élites ne survolent parfois qu'en avion)<sup>2</sup>. Un peu partout, l'abandon d'un agenda redistributif ambitieux à partir des années 1980-1990 semble avoir contribué à un accroissement des inégalités à la fois sociales et territoriales et à une fragilisation de la bipolarisation gauche/droite antérieure. À ce stade, notre hypothèse issue du laboratoire français est que ces clivages sont avant tout socio-économiques et ne pourront être dépassés que par la poursuite du processus historique de redistribution et de construction de l'État social. Mais il va de soi que seule une perspective comparative appuyée sur l'accumulation de monographies nationales pourrait permettre d'aller plus loin.

1. Voir A. GETHIN, C. MARTINEZ-TOLEDANO, T. PIKETTY (dir.), *Clivages politiques et inégalités sociales. Une étude de 50 démocraties, 1948-2020*, *op. cit.*

2. Voir à ce sujet K. J. CRAMER, *The Politics of Resentment: Rural Consciousness in Wisconsin and the Rise of Scott Walker*, The University of Chicago Press, 2016, et A. R. HOCHSCHILD, *Strangers in their Own Land*, The University of Chicago Press, 2016.

*Réconcilier l'histoire économique et sociale  
et l'histoire politique et culturelle*

Redisons-le : les questions soulevées dans cet ouvrage sont d'une grande complexité sociohistorique, et les compétences et les méthodes que nous avons mobilisées sont beaucoup trop partielles et limitées pour permettre d'y apporter des réponses pleinement satisfaisantes. L'étude des comportements politiques et électoraux est l'une des matières les plus difficiles et plus passionnantes qui soient, car elle met en jeu en son cœur à la fois les subjectivités et les visions du monde individuelles et les soubassements socio-économiques et matériels collectifs. Les compétences et les méthodes que nous avons apportées à cette recherche sont celles de deux chercheurs en sciences sociales venus de l'économie politique et de l'histoire économique et sociale. Nous avons fait de notre mieux pour nous nourrir des travaux issus de toutes parts – en particulier des spécialistes de sociologie électorale, de science politique, d'histoire politique et parlementaire et d'histoire des idées – mais le résultat est forcément imparfait. Nous avons notamment tenté de nous appuyer sur la tradition ouverte au <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècle par les travaux de Siegfried, Bois et Tilly, et de la prolonger avec les questionnements, les méthodes et les moyens techniques disponibles en ce début de <sup>XXI</sup><sup>e</sup> siècle. Plus que jamais, il nous semble nécessaire et même indispensable de conjuguer les sources quantitatives liées aux comportements électoraux et aux inégalités socio-économiques et territoriales avec une analyse historique, qualitative et institutionnelle de la formation des représentations politiques et des différents systèmes de croyances et de justifications du vote. Chaque groupe social, par exemple les électeurs populaires du monde rural sous la Révolution ou dans les années 2020, développe une représentation des conflits en cours et une vision des intérêts contradictoires en jeu qui sont en règle générale beaucoup plus sophistiquées que celles que leur prêtent les autres groupes (en particulier leurs contempteurs du monde urbain).

Nous avons essayé dans nos analyses de rendre justice à cette complexité et à cette sophistication des différents points de vue sur le monde qui s'expriment lors du vote, mais nous n'y sommes sans doute pas parvenus autant que nous l'aurions souhaité. Nous l'avons fait sans chercher à dissimuler les implications politiques que nous en tirons nous-mêmes en tant que citoyens, mais en tentant toujours d'indiquer les éléments historiques et factuels sur lesquels elles se fondent et de ne rien cacher des incertitudes considérables que soulèvent toutes les prises de position et tous les engagements. Pour aller plus loin dans cette voie et dans ces analyses, il va de soi que de nombreuses

autres compétences, méthodes et perspectives devraient être mobilisées. C'est aussi dans cet esprit que nous avons mis en ligne sur le site [unehistoire-duconflitpolitique.fr](http://unehistoire-duconflitpolitique.fr) l'ensemble des matériaux et sources collectés. Nous espérons que ces données seront utiles pour des chercheurs issus de toutes les disciplines et contribueront par là même au nécessaire décloisonnement des sciences sociales. Les exploitations de ces matériaux réalisées dans cet ouvrage comme les cartes et graphiques additionnels présentés sur le site ne représentent qu'une toute petite partie des utilisations possibles de ces sources, qui pourraient par exemple être mobilisées pour des analyses beaucoup plus fines de tel ou tel scrutin particulier ou contexte régional, en lien par exemple avec d'autres matériaux portant sur les candidats, les électeurs, les partis, la presse et les militants liés à tel ou tel courant politique. Nous espérons vivement que des spécialistes des différentes périodes et mouvements politiques utiliseront ces ressources pour préciser et enrichir les analyses développées ici.

Au-delà de l'utilisation par d'autres chercheurs, nous espérons aussi et surtout que le site [unehistoireduconflitpolitique.fr](http://unehistoireduconflitpolitique.fr) éveillera l'intérêt de nombreux citoyens intéressés par les questions électorales et les inégalités territoriales, qui pourront ainsi affiner leurs propres hypothèses et interprétations, les confronter aux nôtres et se forger ainsi leur propre opinion et comportement politique et électoral à venir, en lien certes avec leur trajectoire socio-économique et leur histoire personnelle et familiale, mais aussi et surtout avec leur parcours intellectuel et réflexif et les échanges et délibérations auxquels ils ont pris part. Car si la démocratie électorale s'appuie sur un soubassement matériel et socio-économique structurant les différents intérêts sociaux et aspirations en présence, elle se fonde également et inséparablement sur l'irréductible spécificité des subjectivités individuelles et le rôle irremplaçable et structurant de la délibération collective. Si cette recherche pouvait contribuer à ce processus et permettre à chacun de préciser ses propres positions autant qu'elle l'a fait pour nous, nous en serions pleinement comblés.



# TABLE DES MATIÈRES

Remerciements .....	9
<b>Introduction</b> .....	11
Une base de données inédite : <a href="http://unehistoireduconflitpolitique.fr">unehistoireduconflitpolitique.fr</a> .....	12
Repenser la bipolarisation et la tripartition à l'échelle historique .....	16
Enquêtes, données électorales et inégalités socio-spatiales .....	20
De l'histoire des idéologies à l'histoire des électorats .....	24
Siegfried et la question du vote républicain et de l'emprise .....	26
Comprendre les divisions des classes populaires, de 1789 à 2022.....	29
Multi-dimensionnalité et métamorphoses des clivages socio-politiques : repenser le conflit politique à partir des classes géo-sociales.....	34
Une hypothèse centrale : le conflit classiste permet la marche vers l'égalité .....	37
Plan du livre.....	40
<b>PREMIÈRE PARTIE. CLASSES ET TERRITOIRES : LES INÉGALITÉS SOCIO-SPATIALES EN FRANCE DEPUIS LA RÉVOLUTION</b> .....	43
<b>Chapitre 1<sup>er</sup>. Une marche limitée et tumultueuse vers l'égalité</b> .....	45
Une marche inachevée vers l'égalité politique .....	45
Espoirs et limites des assemblées révolutionnaires.....	48
La bataille pour le suffrage universel et le partage du pouvoir .....	53
L'égalité politique, entre démocratie parlementaire et démocratie directe.....	56
De la république sénatoriale à la république présidentielle.....	58
Un conflit toujours en cours sur la démocratie et les institutions politiques .....	61
La question de l'emprise et de l'argent en politique.....	64



La marche incomplète vers l'égalité socio-économique.....	67
La Révolution française et les inégalités : un bilan ambigu.....	72
La « grande redistribution » (1910-1990) et la construction de l'État social.....	76
La croissance de l'État social va-t-elle se poursuivre au XXI <sup>e</sup> siècle ? .....	79
Le rôle du conflit politique et électoral dans la réduction des inégalités .....	81
<b>Chapitre 2. Le retour des inégalités territoriales .....</b>	<b>85</b>
La polarisation croissante de la population sur le territoire.....	85
Communes et agglomérations en France sur longue période.....	88
Villages, bourgs, banlieues et métropoles : premiers repères.....	94
Mesurer les inégalités territoriales : production, capital immobilier, revenu.....	99
La remontée des inégalités territoriales de capital immobilier depuis 1980-1990.....	105
Une remontée plus limitée des inégalités de revenus .....	109
Communes riches, communes pauvres : capital immobilier et revenu.....	111
La convergence vers le bas des banlieues pauvres et des bourgs pauvres ....	117
Bourgs pauvres et banlieues pauvres : des intérêts économiques communs.....	122
Des villages et des bourgs à forte proportion de propriétaires, des métropoles et des banlieues riches à hauts revenus .....	123
Des spécialisations productives différentes .....	127
Le retour des inégalités territoriales : cause ou conséquence de la tripartition ? .....	134
Peut-on réduire de nouveau les inégalités territoriales ? .....	136
<b>Chapitre 3. Les métamorphoses des inégalités éducatives.....</b>	<b>139</b>
Les cycles éducatifs et la persistance de la stratification.....	139
L'accès au baccalauréat et au supérieur, des villages aux métropoles.....	146
Des territoires pauvres désavantagés face à l'éducation.....	149
La bataille de la démocratisation de l'enseignement est-elle devant nous ? .....	153
Le clivage religieux et le conflit public/privé.....	156
La bataille de l'enseignement public de 1875 à 1914.....	159
Vie et mort du budget des cultes.....	164
Le compromis de 1959 et le nouvel équilibre public/privé.....	166
La géographie de la religion et des écoles privées.....	169
L'enseignement privé surreprésenté dans les métropoles et les bourgs.....	174
Les nouvelles inégalités éducatives et la bataille des algorithmes.....	176

<b>Chapitre 4. La nouvelle diversité des origines</b> .....	179
La diversification des origines en France depuis le XIX <sup>e</sup> siècle.....	180
Étrangers, naturalisés et immigrés sur longue durée .....	184
Déclin du catholicisme, essor de l'islam : la nouvelle diversité religieuse.....	188
Une nouvelle guerre de religion autour de l'islam français ?.....	194
Un conflit autour des origines et des ressources socio-économiques.....	196
Villages, bourgs, banlieues et métropoles face à la diversité .....	199
Des étrangers et immigrés très minoritaires, y compris en banlieue .....	202
Des origines mixtes ultra-majoritaires à la troisième génération .....	208
Bourgs pauvres et banlieues pauvres : des intérêts communs à mettre en avant.....	211
Des intérêts socio-économiques communs plus importants que les désaccords migratoires.....	216
Les faux-semblants de la bataille sur l'assistanat et l'insécurité.....	219
L'obsession des origines, conséquence de l'oubli de la question sociale ?.....	226
 <b>DEUXIÈME PARTIE. ESSOR ET DÉCLIN DE LA MOBILISATION DÉMOCRATIQUE : LA PARTICIPATION ÉLECTORALE EN FRANCE, 1789-2022</b> .....	   227
<b>Chapitre 5. L'évolution générale de la participation depuis 1789</b> .....	 229
Comment expliquer l'essor puis le déclin de la participation ?.....	229
Trois formes de démocratie électorale : législative, présidentielle, référendaire .....	233
Les quatre âges du référendum en France.....	237
Des référendums-plébiscites aux scrutins disputés de 1946, 1992 et 2005 .....	242
La participation sous la Révolution : une forte mobilisation rurale .....	244
L'essor de la participation et de l'inscription électorale au XIX <sup>e</sup> siècle ....	247
Participation électorale, inscription électorale et participation effective....	251
Une inscription électorale structurellement plus forte dans les villages ...	255
Un effet modeste de la richesse sur l'inscription électorale en fin de période.....	262
Une forte inscription rurale liée à l'enracinement local et à la structure par âge .....	266
 <b>Chapitre 6. Les déterminants sociaux de la participation aux élections législatives, 1848-2022</b> .....	  269
Un écart inédit entre communes riches et pauvres depuis 1990-2000.....	269
Une participation rurale plus forte de 1848 à 2022, sauf en 1920-1970 ....	273

Un écart de participation lié à la richesse, au diplôme et à la profession ...	278
Une participation en baisse parmi les électeurs d'origine étrangère .....	284
La divergence de la participation, de Neuilly-sur-Seine à Liévin et Aubervilliers .....	287
Au-delà des tendances générales : la géographie de la participation.....	289
Du pouvoir explicatif croissant de la classe géo-sociale .....	293
Territoires et électeurs : la question du biais « écologique » .....	295
La géographie sociale du vote blanc et nul de 1848 à 2022.....	298
Inscription et participation : deux logiques distinctes.....	302
Expliquer la chute historique de la participation électorale, 1990-2022.....	304

**Chapitre 7. La participation présidentielle et référendaire,  
1793-2022 .....** 309

Un écart de participation également en hausse pour les présidentielles...	309
Le poids du capital économique, du diplôme et de la profession.....	314
Participation présidentielle : des déterminants sociaux en hausse.....	318
Un calendrier électoral français à revoir ?.....	321
Les référendums de 1793 et 1795 : le conflit électoral sous la Révolution .....	323
Le référendum de 1793 : un vote rural et antinobiliaire.....	326
Proximité avec l'Église catholique, défiance face au régime républicain ...	330
La concentration foncière, facteur de mobilisation et non de soumission.....	332
Le poids déclinant de la géographie et des variables religieuses.....	335
Des variables religieuses absorbées par les variables socio-économiques...	337
Du référendum de 1946 aux référendums européens de 1992 et 2005 ...	341

**TROISIÈME PARTIE**

**ENTRE BIPOLARISATION ET TRIPARTITION : DEUX SIÈCLES  
D'ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN FRANCE .....** 343

**Chapitre 8. Coalitions et familles politiques (1848-2022) .....** 345

Courants politiques et coalitions : la notion de système de partis.....	347
Question institutionnelle, question sociale, question nationale.....	349
Le primat de la question sociale, l'enchevêtrement des enjeux .....	351
Courants politiques et systèmes de partis en France : premiers repères...	353
Renouvellement des partis et glissement à gauche.....	357
Attribuer des nuances politiques aux candidats : éléments de méthode...	361
Étiquettes politiques, pluralité de la presse et modes de scrutin .....	365
Nuances politiques et courants politiques, de la gauche à la droite.....	369

Entre bipolarisation et tripartition : les trois temps de l'histoire	
électorale française.....	372
Compétition entre blocs, compétition à l'intérieur des blocs.....	376
La régularité fondatrice : le monde urbain à gauche, le monde rural	
à droite .....	380
Le clivage rural/urbain au XXI <sup>e</sup> siècle : un retour au XIX <sup>e</sup> siècle ?.....	383
Le vote rural à droite : la grande déception face à la Révolution	
et à la gauche.....	387
Après la déception révolutionnaire, la déception paysanne face	
au socialisme ouvrier.....	389
Le clivage rural/urbain : des facteurs socio-économiques	
et non religieux.....	391
Repenser le clivage rural/urbain : la propriété et les services publics.....	396
Une seconde régularité : les territoires et communes en pointe	
sur la redistribution penchent à gauche à l'intérieur du monde	
urbain comme du monde rural.....	397
La concentration foncière et la gauche : la poursuite de la mobilisation	
antinobiliaire.....	401
La gauche et les communes pauvres : une évolution récente.....	403
La question centrale : unité ou divergence des classes populaires rurales	
et urbaines.....	407
Des déterminants sociaux du vote en hausse dans le long terme .....	408
<b>Chapitre 9. La première tripartition (1848-1910).....</b>	<b>415</b>
Les élections de 1848-1849, le clivage rural/urbain et l'impôt	
des 45 centimes .....	417
La difficulté centrale : allier les classes populaires urbaines et rurales.....	421
Proudhon, Thiers, la réforme fiscale et le parti de l'Ordre .....	427
Marx, la lutte des classes et la question du socialisme démocratique.....	431
Les forces œuvrant au rapprochement entre classes populaires rurales	
et urbaines.....	434
Le nouvel État social, la sortie de la tripartition et la marche	
vers la bipartition .....	440
Le vote des élites, des « républicains opportunistes » à « La République	
en marche ».....	443
La gauche et la redistribution : la démonstration par les élites .....	447
La propriété est-elle mieux protégée par les républicains modérés	
ou par la droite ? .....	451
D'une tripartition à l'autre : la question de la durabilité du centre.....	455
Les beaux quartiers parisiens, emblèmes de la droite parfois tentés	
par le centre .....	460
Quand les beaux quartiers ont peur de la droite.....	465
Essor et déclin de la droite catholique .....	466

<b>Chapitre 10. La difficile construction de la bipartition (1910-1992)</b> .....	473
Le conflit gauche/droite « classique » : les élections législatives de 1981.....	475
Entre bipartition et quadripartite bipolaire : le clivage lié à la richesse....	478
Un conflit gauche/droite qui s'inscrit dans des structures productives spécifiques .....	481
Un effet négatif de la richesse sur le vote à gauche globalement stable de 1910 à 1993.....	484
La bipartition gauche/droite, les ouvriers et les indépendants .....	491
La difficile mise en place de la bipolarisation : l'entre-deux-guerres .....	495
La dette publique, la crise économique et les divisions de l'électorat.....	498
Le temps des blocages : incohérences dans le socialisme et dans le nationalisme.....	502
Quand le Bloc national invente l'impôt sur le revenu à 75 % .....	506
Du Cartel des gauches au Front populaire : l'affirmation du conflit gauche/droite.....	508
Le moment 1945 : le PCF, la Sécurité sociale et la question du socialisme démocratique .....	512
Quand les communistes sont « à l'est et non à gauche ».....	515
Le conflit fiscal entre salariés et indépendants et le mouvement poujadiste .....	517
La période 1958-1995 : la bipartition pure et ses limites .....	522
Limites et contingences de l'union de la gauche : le déclin communiste ...	525
La grande arrivée au pouvoir des socialistes français dans les années 1980.....	529
Quand les socialistes ont-ils perdu les ouvriers ?.....	532
 <b>Chapitre 11. Vers une nouvelle tripartition (1992-2022) ?</b> .....	537
Quand a commencé le passage de la bipartition à la tripartition ?.....	538
Un effet négatif de la richesse sur le vote à gauche en progression de 1993 à 2022.....	542
Un vote à gauche des employés, des sociaux-diplômés, des femmes et des jeunes .....	545
Le basculement à gauche du vote des femmes.....	551
La gauche va-t-elle devenir le parti des sociaux-diplômés ?.....	555
Le vote des sociaux-diplômés : une insertion spécifique dans la structure productive .....	559
De la possibilité d'une « classe écologique » .....	564
Le vote des immigrés à gauche : un vote socio-économique et antidiscriminatoire.....	567
Une gauche en voie d'unification ?.....	572
Le retour du clivage territorial et la ruralisation du vote FN .....	578
Le FN et les immigrés : du conflit à la séparation .....	582

Vote FN, vote de gauche : classes populaires rurales vs classes populaires urbaines .....	586
Le FN : un vote de petits-moyens accédant à la propriété.....	590
Le vote FN, le vote de gauche et la richesse .....	594
Les contradictions du bloc national-patriote autour du libéralisme .....	598
La nouvelle tripartition : sociale et territoriale.....	603
Le vote Ensemble est-il le plus bourgeois de l'histoire ? .....	608
Une tripartition instable face à plusieurs bipartitions possibles.....	612

## **QUATRIÈME PARTIE**

### **ENTRE DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE ET DÉMOCRATIE**

#### **DIRECTE : LES CLIVAGES POLITIQUES DANS LES SCRUTINS**

#### **PRÉSIDENTIELS ET RÉFÉRENDAIRES..... 615**

### **Chapitre 12. La double invention de l'élection présidentielle**

#### **(1848 et 1965-1995)..... 617**

L'élection de 1848, le clivage rural/urbain et la nocivité du présidentielisme .....	618
La seconde naissance de l'élection présidentielle : le scrutin de 1965.....	626
Le scrutin de 1965, la bipolarisation gauche/droite et le conflit de classe.....	630
La bipolarité absolue : les seconds tours des élections présidentielles de 1965, 1974, 1981, 1988 et 1995 .....	633
Les scrutins présidentiels de 1965 à 1995 et les contradictions de la droite et du libéralisme.....	636
De la participation gaulliste à la « fracture sociale », en passant par le reaganisme .....	644
L'émergence de la question européenne et du rapprochement centre-droit/centre-gauche.....	652
La construction de la droite nationale, de Tixier-Vignancour au RN.....	655
De la droite postcoloniale au bloc social-national : le cas des rapatriés d'Algérie.....	659
L'écologie politique peut-elle être populaire ? .....	666
Des écologistes urbains et aisés, des trotskistes ruraux et pauvres.....	672
La fabrique du 21 avril : divisions et contradictions à gauche.....	676
Le souverainisme chevènementiste est-il de gauche ou de droite ? .....	680

### **Chapitre 13. Les métamorphoses des scrutins présidentiels**

#### **(2002-2022)..... 685**

Le scrutin de 2002 : un second tour « asocial » ? .....	686
Les scrutins de 2007 et 2012 : le fragile retour de la bipolarisation gauche/droite.....	688

Les contradictions de la droite libérale face à la crise de 2008 .....	690
La crise de 2008, la nouvelle donne monétaire et les ambiguïtés du « quoi qu'il en coûte » .....	696
Le scrutin de 2012 et les contradictions de la gauche sociale-démocrate ...	700
Les scrutins de 2017 et 2022 : l'émergence de la tripartition .....	705
Les seconds tours de 2017 et 2022 : un nouveau clivage social.....	710
La présidentielle de 2022 : la nouvelle tripartition sociale et territoriale...	716
Le vote Macron est-il le plus bourgeois de l'histoire présidentielle ? .....	724
Un probable retour à la bipartition, mais laquelle ? .....	728
Des clivages électoraux déterminés par des enjeux socio-économiques et non identitaires .....	731
Droite bourgeoise vs droite populaire : le poids du programme économique et européen.....	737
La construction d'un bloc social-écologique cohérent : la question du vote rural .....	741
La gauche, l'émancipation et la propriété : ne pas reproduire les erreurs du passé .....	745
La question centrale de la justice fiscale et climatique et du modèle économique.....	750
La fin de l'argent facile, la montée des défis climatiques et géopolitiques.....	754
Le bloc social-écologique et le retour de la bipartition : la question démocratique .....	756
L'autre bipartition : et si le RN prenait le pouvoir par la gauche ?.....	758
Le bloc national-patriote au pouvoir : le risque de la confrontation .....	761
<b>Chapitre 14. Le rôle des clivages référendaires et de la question européenne .....</b>	<b>767</b>
Du référendum de 1793 à celui de 1946 : la construction de la démocratie référendaire .....	768
Le référendum de 1946 : la fin du veto sénatorial.....	769
Les référendums européens de 1992 et 2005 : l'âge de la mondialisation....	775
Le référendum de 1992 : un fort clivage social et territorial .....	779
Le non au traité de Maastricht : un vote socio-économique et non identitaire.....	785
Le référendum de 2005 : l'aggravation du clivage social et territorial.....	792
Le clivage de 2005 face à la mondialisation, forme exacerbée du clivage gauche/droite.....	798
Le non des classes populaires et moyennes : les contradictions de la mondialisation.....	802
La fracture sociale et territoriale de 1992 et 2005 : aux origines de la tripartition .....	808



Bas revenus, employés et ouvriers en 2022 : la division des classes populaires.....	811
Précarité, insécurité et vote des classes populaires .....	816
La division des classes populaires : des enjeux socio-économiques.....	820
L'avenir du conflit européen : la nouvelle donne monétaire et budgétaire .....	822
La difficile question du régime commercial alternatif.....	824
Du privilège du dollar à celui de l'euro : l'exportation du conflit social ...	826
Et si la crise revenait par la dette ? .....	829
Concilier des propositions sociales-fédérales constructives avec des mesures unilatérales de protection sociale, fiscale et environnementale .....	831
Construire l'Europe du mieux-disant social : une bataille politique .....	835
L'incertain retour à l'État social-national, le risque du dumping généralisé.....	837
Au-delà de la démocratie parlementaire : la démocratie sociale et participative .....	841
<b>Conclusion.....</b>	<b>843</b>
Repenser les dimensions du conflit politique et le rôle des classes sociales.....	844
Sortir de la tripartition pour retrouver la possibilité d'alternances démocratiques.....	845
Au-delà des élections nationales, au-delà du cas français .....	847
Réconcilier l'histoire économique et sociale et l'histoire politique et culturelle .....	850